



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**RAPPORT SUR LE COMMERCE EXTERIEUR
DE L'UEMOA EN 2014**



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Direction Générale de l'Economie et de la Monnaie

Direction des Statistiques

Service de la Balance des Paiements

RAPPORT SUR LE COMMERCE EXTERIEUR DE L'UEMOA EN 2014

SOMMAIRE

Liste des tableaux, des graphiques et des encadrés.....	4
Sigles et abréviations utilisés.....	6
Avant propos	7
Principaux enseignements	8
I. Contexte économique des échanges extérieurs en 2014	9
II. Evolution des exportations de l'Union en 2014	11
2.1. Evolution globale des exportations de biens de l'Union.....	11
2.2. Structure des exportations de l'Union.....	11
2.3. Destinations des exportations de l'Union.....	16
2.4. Contribution des pays aux exportations de l'Union.....	20
2.5. Exportations de services	21
III. Evolution des importations de l'Union en 2014	23
3.1. Evolution globale des importations de biens de l'Union.....	23
3.2. Structure des importations de l'Union.....	23
3.3. Principaux fournisseurs de l'Union.....	25
3.4. Contribution des pays aux importations de l'Union.....	29
3.5. Evolution globale des importations de services de l'Union.....	30
IV. Evolution de la balance commerciale au cours de la période 2003-2014	31
4.1. Caractéristiques globales du solde des échanges commerciaux....	31
4.2. Solde commercial par grand groupe de produits.....	33
4.3. Solde commercial vis-à-vis des principaux partenaires.....	33
4.4. Contribution des pays membres de l'UEMOA au solde commercial	34
4.5. Balance des services.....	35
Conclusion	36
Liste des annexes	37

LISTE DES TABLEAUX, GRAPHIQUES ET ENCADRES

TABLEAUX

1	Evolution des exportations de noix d'anacarde dans les principaux pays producteurs de l'UEMOA (en milliards de FCFA)	15
2	Evolution des exportations de noix d'anacarde dans les principaux pays producteurs de l'UEMOA (en milliers de tonnes)	15
3	Matrice des échanges intra-communautaires en 2014	17
4	Principaux pays de destination des exportations	19
5	Répartition géographique des exportations de l'UEMOA entre 2002 et 2014	20
6	Part des pays membres dans les exportations	21
7	Principaux fournisseurs de l'UEMOA	26
8	Répartition géographique des importations de l'UEMOA	29
9	Part des pays membres dans les importations de l'UEMOA	30
10	Evolution des termes de l'échange de l'UEMOA	32
11	Evolution du solde commercial par groupe de produits	33
12	Evolution du solde commercial par partenaire	34
13	Contribution des pays de l'UEMOA au solde commercial	35

GRAPHIQUES

1	Evolution de la structure des exportations de l'Union	11
2	Evolution du Cours moyens du pétrole sur le marché international	13
3	Evolution du commerce intra-régional entre 2000 et 2014	17
4	Evolution des exportations vers les autres pays de la CEDEAO	18
5	Part des pays partenaires dans les exportations de l'UEMOA vers la CEDEAO	18
6	Structure des exportations de services	22
7	Evolution de la structure des importations de l'Union	25
8	Evolution des importations de l'UEMOA en provenance des autres pays de la CEDEAO	28
9	Part des principaux produits importés des pays de la CEDEAO	28
10	Part des principaux partenaires dans les importations de l'Union en provenance de la CEDEAO	29
11	Structure des importations de services	31

12	Evolution du solde de la balance commerciale entre 2005 et 2014	32
13	Evolution de la balance des services entre 2000-2014	35
ENCADRES		
Encadré 1 :	Baisse des prix des produits pétroliers	13
Encadré 2 :	Développement de la filière anacarde au sein de l'UEMOA	15
Encadré 3 :	Evolution du commerce intra-UEMOA en 2014	17
Encadré 4 :	Echanges de l'UEMOA avec le Nigeria	27

SIGLES ET ABREVIATIONS UTILISES

ACP	Afrique Caraïbes et Pacifique
AEN	Avoirs Extérieurs Nets
BCEAO ou "Banque Centrale"	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BRICS	Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud
CAF	Coût Assurance Fret
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEI	Communauté d'Etats Indépendants de l'ex-Union soviétique
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	Fonds Monétaire International
FOB	Franco A Bord (Free On Board)
M	Importation
Mbj	Millions de barils/jour
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
PIB	Produit Intérieur Brut
PPTE	Pays Pauvre Très Endetté
UE	Union Européenne
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA	Union Monétaire Ouest Africaine
Union	L'ensemble des Etats membres de l'UEMOA
X	Exportation

AVANT PROPOS

Le rapport sur le commerce extérieur au titre de l'année 2014 examine les principales caractéristiques des échanges extérieurs de biens et services des pays de l'Union, à travers une analyse des structures par produits et par partenaire commercial.

Les données analysées dans la première partie portent, sauf indication contraire, sur les statistiques douanières relatives au commerce général qui prend en compte les mouvements d'entrepôt. Elles diffèrent des montants inscrits en balance des paiements qui font l'objet de divers ajustements, notamment la déduction du fret et de l'assurance de la valeur CAF et la prise en compte des statistiques sur le commerce non contrôlé ou informel. Ce traitement est effectué pour se conformer aux principes de champ couvert, de chronologie et d'évaluation édictés dans le Manuel du FMI dédié à l'élaboration des comptes extérieurs. Pour le calcul de la balance commerciale, les importations font l'objet d'une déduction du fret et de l'assurance, pour passer de la valeur CAF à la valeur FOB des marchandises.

L'analyse du commerce des services est basée sur les données issues des balances des paiements des pays membres adoptées par les Comités Nationaux de Balance des Paiements, qui sont disponibles dans la base de données de l'application Balance des Paiements en termes de Transactions « BPT ». Pour les besoins du rapport, les données relatives à l'année 2014 ont été estimées à partir des informations communiquées par les Directions Nationales dans le cadre des travaux de la révision du cadrage macroéconomique effectués au sein de la Banque Centrale en juin 2015.

Les agrégats régionaux sont obtenus par agrégation des informations par pays sur le commerce extérieur. Cette méthode conduit à une surestimation des données de l'Union dans la mesure où les montants obtenus incluent les échanges intra-communautaires. Toutefois, les échanges intra-UEMOA sont exclus de l'analyse de l'orientation géographique du commerce extérieur.

PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

- Les échanges extérieurs sont marqués en 2014 par une légère amélioration du déficit du solde commercial des pays de l'UEMOA, après une accentuation significative observée un an plus tôt, dans un contexte de détérioration des termes de l'échange. Cette évolution est liée notamment à l'alourdissement de la facture alimentaire et énergétique, ainsi qu'à l'accroissement des achats des biens d'équipement.
- Le déficit commercial, établi sur la base des données douanières, est ressorti à 1.874,7 milliards FCFA contre 2.557,0 milliards FCFA en 2013 et 1.931,0 milliards FCFA en 2012.
- Le solde des échanges commerciaux de l'Union est ressorti déficitaire vis-à-vis de l'ensemble des principaux groupes de pays partenaires, à l'exception de ceux du continent africain. Le déficit le plus important a été enregistré vis-à-vis de l'Asie (1.750,7 milliards), en particulier la Chine (1.209,3 milliards).
- Les échanges intra-UEMOA ont cru de 7,6% en 2014, passant de 2.073,9 milliards en 2013 à 2.230,6 milliards un an plus tard.
- Les exportations de biens des pays de l'UEMOA, exprimées en valeur, se sont accrues de 6,4% en 2014 contre 2,8% en 2013.
- les exportations de l'UEMOA sont dominées par l'or, les produits pétroliers, le cacao, le coton et les produits chimiques, avec des parts respectives de 17,1%, 9,7%, 9,0%, 5,9% et 2,8% pour l'année 2014. Les produits pétroliers et le cacao ont connu respectivement une baisse de 9,7 et 7,8 points de pourcentage de leur part dans les exportations de l'Union.
- Le continent africain est demeuré en position de deuxième destination des exportations de l'UEMOA au cours de la période sous revue avec une part constante de 27,4% d'une année à l'autre. Les expéditions en direction des autres pays de la CEDEAO ont baissé pour ressortir à 10,6% du total en 2014 contre 12,9% en 2013.
- Les importations ont quasiment stagné avec une progression modérée de 0,4% en 2014, contre une hausse de 7,1% un an plus tôt. Cette évolution est la résultante d'un accroissement des approvisionnements en biens de consommation courante (10,0%) et d'équipement (+3,4%), modéré par le recul des approvisionnements en produits pétroliers (-1,9%).
- Les approvisionnements en biens de consommation courante sont en hausse, du fait de l'augmentation des cours internationaux de produits alimentaires.
- L'accroissement des acquisitions des biens d'équipement est le résultat notamment de la poursuite et de l'intensification des investissements publics et privés.
- Le repli des achats de produits énergétiques s'explique essentiellement par la baisse des cours internationaux des produits pétroliers au cours des six derniers mois de l'année 2014, en raison de l'abondance de la production et de la disponibilité d'importants stocks mondiaux.

I. CONTEXTE ECONOMIQUE DES ECHANGES EXTERIEURS EN 2014

Les échanges extérieurs de biens de l'UEMOA se sont déroulés dans un environnement économique international caractérisé par la mise en œuvre par les pouvoirs publics et les banques centrales de réformes et de politiques de soutien de l'activité économique. Selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI), le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti à 3,4% pour l'année 2014, soit le même niveau qu'en 2013.

La croissance économique a été soutenue dans les pays industrialisés. Aux Etats-Unis, il est estimé à 1,8% contre 1,4% l'année précédente, sous l'effet d'un dynamisme de la demande intérieure et extérieure. Au Japon, la croissance économique s'est établie à -0,1% en 2014 contre 1,6% en 2013, en raison de la baisse des dépenses de consommation des ménages, induite par l'accroissement de 5,0% à 8,0% du taux de TVA à compter d'avril 2014. L'activité économique dans la zone euro a progressé, passant de -0,5% en 2013 à 0,9% en 2014, en liaison essentiellement avec le repli des cours du pétrole et le regain de compétitivité lié aux mesures d'assouplissement monétaire prises par la Banque Centrale Européenne.

Dans les pays émergents et en développement, la croissance économique a décéléré, ressortant à 4,6% en 2014 contre 5,0% en 2013, en liaison avec la sortie des capitaux au profit des économies avancées, des rigidités structurelles internes et un regain des tensions socio-politiques dans certains pays. Dans ce contexte d'incertitude, l'économie indienne a vu son Produit Intérieur Brut progresser de 7,2% en 2014 contre 6,9% en 2013, sous l'effet de la relance des investissements publics, de l'amélioration du climat des affaires et de la compétitivité extérieure. Quant à la Chine et au Brésil, leur taux de croissance est ressorti respectivement à 7,4% et 0,1% en 2014, après avoir atteint 7,8% et 2,7% un an auparavant, en raison de l'atonie de l'activité industrielle. En Afrique subsaharienne, le Produit Intérieur Brut a progressé de 1,5% en 2014, après une augmentation de 2,2% en 2013, en raison notamment du ralentissement de l'activité en Afrique du Sud.

Quant au commerce mondial, sa croissance en volume a été modérée au cours des dernières années, s'établissant à 2,8% en 2014 et à 2,4% en moyenne sur les trois dernières années. Cette situation s'explique notamment par l'effondrement des prix mondiaux du pétrole au cours du deuxième trimestre 2014, la faiblesse des prix des autres produits de base, le ralentissement de la croissance du PIB des économies émergentes, la reprise inégale dans les pays développés et la montée des tensions géopolitiques. L'évolution des échanges extérieurs mondiaux est le fait de la faiblesse des flux commerciaux dans les régions exportatrices de ressources naturelles et du ralentissement de la croissance des importations et des activités, notamment dans la zone Euro, en Chine et en Amérique du Nord.

En 2014, l'activité économique de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a enregistré une croissance de 6,0% contre 5,7% l'année précédente. Ce dynamisme de l'économie régionale s'est déroulé dans un contexte marqué par une baisse des prix des produits alimentaires et pétroliers, la persistance de la maladie Ebola, la dégradation de la situation sociopolitique dans certains pays. Cette performance a été obtenue dans un contexte de baisse de l'inflation (7,4% en 2014 contre 7,7% en 2013), en raison du recul des prix des produits énergétiques et de l'amélioration des conditions climatiques au Sahel.

Le niveau général des prix à la consommation a été marqué par un repli à la suite de la décélération enregistrée en 2013, sous l'effet de la baisse des cours des matières premières, notamment le pétrole et les produits alimentaires. Le taux d'inflation s'est établi en moyenne à 1,4% en 2014. Dans les pays industrialisés, le taux d'inflation est demeuré à 1,4% en 2014,

soit le même niveau qu'en 2013. Il est ressorti à 5,1% en 2014 contre 5,9% en 2013 dans les pays émergents et en développement.

Sur les marchés des changes, le cours de l'euro est passé, en moyenne, de 1,3704 dollar en décembre 2013 à 1,2331 dollar en décembre 2014, soit une baisse cumulée de 10,0%, imputable essentiellement aux mesures d'assouplissement de politique monétaire prises par la Banque Centrale Européenne. Vis-à-vis du franc suisse, de la livre sterling et du yuan, la monnaie unique européenne a respectivement reculé de 1,8%, 5,6% et 8,3% sur la même période. Elle s'est, en revanche, appréciée face au yen, en raison des difficultés économiques du Japon.

Les cours des produits de base se sont repliés globalement de 6,3% en 2014 par rapport à leur niveau de 2013, imputable à la faiblesse de la demande mondiale résultant du ralentissement de la croissance dans les pays émergents. Les prix des produits énergétiques, des produits industriels et des produits alimentaires se sont repliés respectivement de 7,5%, 6,0% et 4,2%. Outre l'appréciation du dollar face aux principales monnaies internationales, le repli des cours du pétrole est lié à la production additionnelle de pétrole de schiste aux Etats-Unis, l'augmentation des exportations en provenance de la Libye et le maintien du volume de production de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole.

En revanche, les cours des matières premières exportées par l'Union, dominées par les produits agricoles et miniers, se sont pour la plupart inscrits en hausse par rapport à leur niveau de 2013, à l'exception de ceux du caoutchouc, de l'or et du coton. Le repli des cours du caoutchouc de 30,3% en 2014 par rapport à l'année 2013 est en ligne avec une offre excédentaire de la Thaïlande et de l'Indonésie ainsi que des stocks élevés en Chine. Quant au coton, ses prix mondiaux ont baissé de 11,5%, du fait du ralentissement de l'activité dans le secteur manufacturier, conjugué à l'abondance de la production notamment en provenance des Etats-Unis. Le recul de 10,3% du prix de l'or en 2014 est lié au regain de confiance des investisseurs à l'égard des marchés financiers et boursiers et l'appréciation du dollar par rapport à la plupart des monnaies.

Dans ce contexte, le commerce extérieur des pays de l'UEMOA a connu une évolution à la hausse, en raison notamment de la bonne orientation des produits exportés et de la dynamique des importations induite notamment par les achats à l'extérieur des produits alimentaires ainsi que des biens d'équipement et intermédiaires.

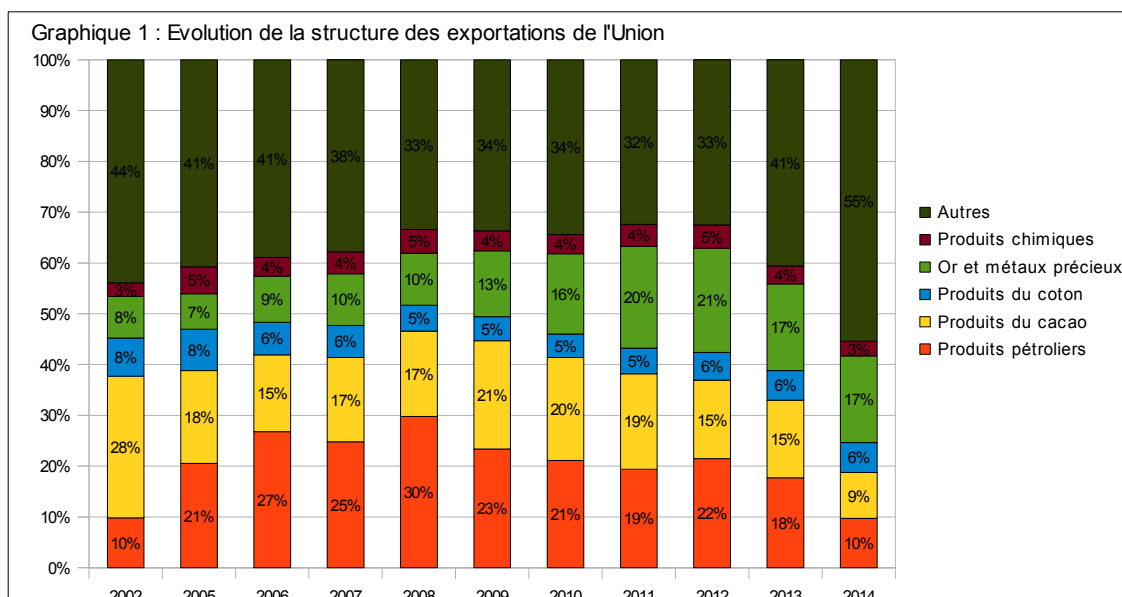
II. EVOLUTION DES EXPORTATIONS DE L'UNION EN 2014

2.1 Evolution globale des exportations de biens de l'UEMOA

Les exportations totales de biens des pays de l'UEMOA, en valeur, ont connu une augmentation de 6,4% en 2014, pour s'établir à 12.272,0 milliards¹ contre 11.535,3 milliards un an plus tôt. En volume, elles ont diminué de 17,5%. L'augmentation en valeur des exportations de l'UEMOA en 2014, a été soutenue par le dynamisme des ventes à l'extérieur, notamment des phosphates (+185,2%) et de la noix de cajou (+56,3%), atténué par le repli des ventes extérieures de tous les autres produits d'exportation, notamment les oignons (-78,8%), les produits du café (-64,7%), les animaux vivants (-64,7%), le caoutchouc (-61,5%) et la banane (-50,2%). Cette performance est essentiellement imputable à la bonne tenue de la production de produits de base. Elle a toutefois été modérée par la baisse des cours desdits produits sur le marché international.

2.2 Structure des exportations de biens de l'UEMOA

La structure des exportations par produit a été marquée au cours de la période récente par une nette progression des ventes de produits miniers et un repli des parts des ventes de produits agricoles (cacao, café et coton) qui constituaient traditionnellement les premiers biens exportés par les pays de l'Union. Ainsi, les produits miniers (pétrole, or et uranium), dont la part dans les exportations a baissé de 4,1 points de pourcentage par rapport à 2013, ont maintenu leur situation de premières sources de recettes d'exportation de l'Union, avec 37,1% du total des exportations en 2014. Le repli observé s'explique essentiellement par la chute de la part du pétrole, en raison du recul des cours internationaux de l'or noir au cours du deuxième semestre 2014 ainsi que des difficultés observées dans la filière uranium au Niger.



Sources : INS, BCEAO

1. Les montants indiqués dans ce rapport sont en franc CFA sauf indication contraire.

• Produits du cacao

Les ventes à l'extérieur du cacao ont poursuivi leur tendance haussière en 2014. En valeur, elles se sont établies à 2.288,6 milliards en 2014, contre 1.931,8 milliards en 2013, soit une hausse de 18,5%. Les quantités de cacao exportées portent sur 1.576,8 milliers de tonnes en 2014, contre 1.515,6 milliers de tonnes en 2013, soit un accroissement de 4,0%. Cette évolution traduit un effet conjugué de l'accroissement des volumes exportés et des cours internationaux de cette spéculation. Les ventes de cacao et de ses dérivés à l'extérieur de l'Union ont été orientées vers l'Union Européenne (64,3%), en particulier les Pays-Bas (23,8%), la Belgique (9,0%), la France (8,4%), ainsi que les USA (17,5%). Les produits du cacao ressortent au premier rang des principaux produits exportés avec une part de 9,0% contre 16,8 % en 2013, soit une baisse de 7,8%.

• Or

Les exportations d'or ont connu un accroissement de 0,6% en 2014, après une baisse de 5,1% observée en 2013. Cette évolution est essentiellement liée au niveau élevé du volume exporté par le Mali et le Burkina, à la suite de la croissance de la production de la mine Amara au cours des derniers mois de l'année 2013. A cet égard, les recettes d'exportation de l'or sont ressorties à 2.207,4 milliards en 2014, contre 2.193,9 milliards un an plus tôt.

L'or occupe la deuxième position en matière de produits d'exportation de l'Union en 2014, avec une part de 18,6% contre 19,0% en 2013, soit une baisse de 0,4 point de pourcentage.

Les exportations d'or de l'Union ont été orientées principalement vers l'Europe (50,2%), l'Afrique du Sud (42,1%) et les Émirats Arabes (2,1%).

• Produits pétroliers

La baisse des exportations des produits pétroliers observée en 2013 s'est poursuivie en 2014. Les ventes à l'extérieur de ces produits ont diminué de 9,9% pour ressortir à 2.196 milliards en 2014. Cette évolution s'explique par la déplétion naturelle de certains champs, de l'arrêt pour maintenance de puits en Côte d'Ivoire et de la baisse des cours mondiaux de pétrole au cours de la deuxième moitié de l'année 2014. Les produits pétroliers sont passés en troisième position en 2014 avec une part de 16,5%, soit un repli de 3 points de pourcentage par rapport à l'année 2013 où ils occupaient la première place avec une part de 19,5%.

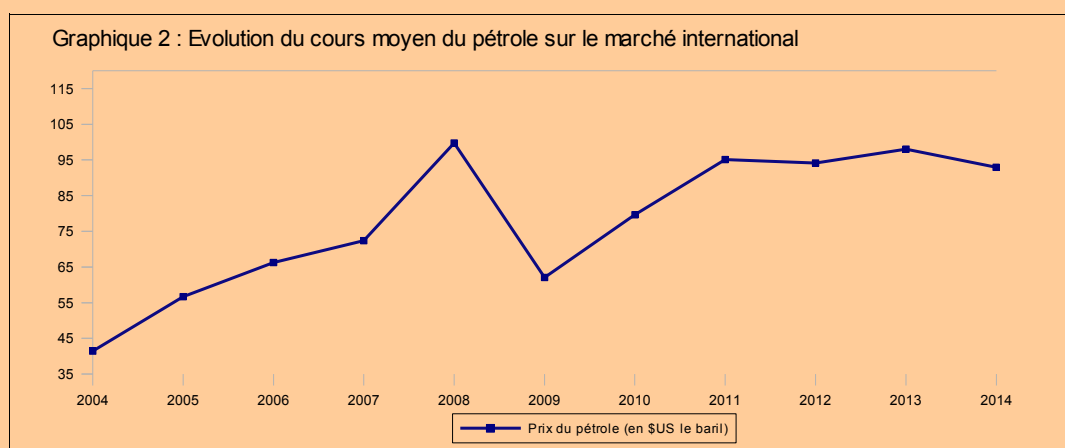
La diminution des expéditions de pétrole brut est observée en Côte d'Ivoire et au Niger où les volumes exportés sont passés respectivement de 3.839,0 tonnes et 396,7 tonnes en 2013 à 3.514,4 tonnes et 299,3 tonnes en 2014. La situation de la Côte d'Ivoire s'explique essentiellement par l'arrêt des installations du champ Baobab à la suite de pannes intervenues au niveau de la tourelle du FPSO, ainsi que par la réduction de la performance des puits sur les permis. L'Afrique est la principale destination des produits pétroliers exportés par l'Union, avec une part de 63,6% en 2014 contre 62,0% en 2013, soit une hausse de 1,6 point de pourcentage. Ensuite vient l'Europe, notamment l'Union Européenne avec une part de 14,3% en 2014 contre 20,6% en 2013, puis l'Amérique avec une part de 11,2% en 2014 contre 9,0% en 2013.

Encadré 1 : Baisse des prix des produits pétroliers

Resté autour de 105 dollars le baril pendant quatre ans, le prix du pétrole a commencé à baisser depuis la deuxième moitié de l'année 2014, perdant environ 50% de sa valeur à fin décembre 2014. Cette évolution, qualifiée de « contre choc du pétrole », s'explique surtout par des effets de l'offre de l'or noir et, dans une moindre mesure, par ceux de la demande mondiale.

Du côté de l'offre, il s'agit essentiellement de la conséquence d'une surproduction au niveau mondial, couplée à la décision des membres de l'Organisation des Pays Producteurs de Pétrole (OPEP) de maintenir leur quota de production. En effet, l'Arabie Saoudite, premier producteur mondial avec 40% de la production de l'OPEP (au total 30 millions de barils par jour), a décidé de maintenir sa part de production. A cela s'ajoutent d'autres facteurs, notamment la production en hausse de pétrole américain non conventionnel (pétroles de schiste) grâce à la technique de la fracturation hydraulique (fracking). Ainsi, la production américaine a atteint 8,6 millions de baril par jour en août 2014, soit sa plus haute valeur depuis juillet 1986. Selon l'Agence Gouvernementale Américaine d'Information sur l'Energie (Energy Information Administration), les réserves en date du 19 décembre 2014, avaient atteint leur niveau le plus élevé et étaient de 7,7 millions de barils avec une augmentation continue des importations. Elle prévoit un record de 9,5 millions de barils en 2015, soit le niveau le plus élevé depuis le pic de 1970. En outre, la production de la Russie, second producteur mondial, n'est pas affectée malgré les embargos décrétés par les Etats-Unis et l'Union Européenne à la suite de la crise en Ukraine. En effet, ces restrictions concernent de futurs investissements des compagnies pétrolières russes, qui continuent d'écouler leurs productions sur le marché mondial.

En ce qui concerne la demande, elle demeure faible, du fait de la reprise lente de l'économie mondiale post crise économique de 2008. En effet, les prévisions de l'OCDE pour 2014-2015 montrent que la croissance a été moindre en Europe, aux Etats-Unis et dans les grands pays émergents comme le Brésil et la Chine. En effet, l'activité manufacturière chinoise, deuxième plus gros consommateur de pétrole au monde après les Etats-Unis, évaluée à fin décembre 2014, a ralenti en moyenne annuelle.



Source : FMI

Parmi les facteurs classiques liés à la demande et à l'offre, on pourrait noter également la «financiarisation» (le brut et les autres matières premières étant considérés par les investisseurs financiers comme une catégorie d'actifs distincte) et la «spéculation» qui ont contribué à la chute du prix du baril.

• Produits du coton

Les exportations de coton ont maintenu la tendance haussière entamée depuis 2008. Elles se sont accrues de 1,7% en 2014 pour s'établir à 803,4 milliards contre 735,9 milliards une année plus tôt. Cette augmentation résulte essentiellement de l'accroissement de la production,

consécutif aux mesures de restructuration engagées dans la plupart des pays producteurs de l'Union, conjugué à la hausse du cours de ce produit au plan international.

En volume, les exportations du coton ont connu une hausse de 10,3% en 2014 pour s'établir à 909,8 milliers de tonnes contre 832,8 milliers de tonnes l'année précédente. Les ventes de coton ont été orientées vers l'Asie (69,1%), dont la Chine (29,8%) puis vers l'Afrique (10,9%) et vers la zone euro à concurrence de 9,5%.

• Produits chimiques

Les exportations de produits chimiques, composés essentiellement de produits pharmaceutiques, de cosmétiques, d'acide phosphorique et d'engrais, se sont accrues de 1,7% en 2014 pour s'établir à 452,5 milliards en 2014 contre 444,8 milliards une année plus tôt. Cet accroissement est imputable essentiellement aux cours internationaux et à la reprise des activités des Industries Chimiques du Sénégal (ICS), après les arrêts de production de cette structure en 2013 pour un renouvellement des outils techniques. Toutefois, les ventes à l'extérieur en volume des produits chimiques sont en baisse de 13,1% en 2014, passant de 958,7 milliers de tonnes en 2013 à 833,4 milliers de tonnes en 2014.

La part des produits chimiques dans les exportations de l'Union s'est réduite de 1,1 point de pourcentage passant de 3,9% en 2013 à 2,8% en 2014. En dehors de l'acide phosphorique destiné au marché indien, les produits chimiques alimentent le commerce intra-UEMOA (42,2%), ainsi que les échanges avec les autres pays de la CEDEAO (27,8%) et l'Asie (12,2%).

• Uranium

Les exportations d'uranium se sont repliées de 20,3% en 2014 pour s'établir à 241,3 milliards en 2014, contre 302,8 milliards en 2013. Cette évolution défavorable résulte du ralentissement des expéditions des sociétés minières, à la suite de la révision à la baisse du prix conventionnel couplée au repli de la production, consécutif au ralentissement enregistré pendant la phase de la renégociation du régime fiscal découlant de l'application de la loi minière de 2006 au Niger. La part de l'uranium dans les exportations de l'Union est en recul de 0,6 point de pourcentage, passant de 2,6% en 2013 à 2,0% en 2014.

Tout comme les années précédentes, la France a été en 2014 la principale destination des exportations d'uranium de l'Union, avec une part de 77,7%, suivie des USA (14,1%) et de la Chine (8,3%).

• Noix de cajou

Les exportations de la noix de cajou ont progressé en 2014, du fait de la hausse des ventes de la Côte d'Ivoire et du Bénin, en raison des réformes introduites dans ce secteur par les Autorités de ce pays. Cette évolution a été modérée par la baisse des ventes extérieures de la Guinée-Bissau, imputables aux difficultés de la filière. L'accroissement des cours mondiaux de la noix de cajou, soutenu par une hausse de la demande, notamment aux Etats-Unis, a contribué à l'accroissement des ventes extérieures. Les exportations de la noix de cajou ont augmenté de 76,5% en 2014 pour ressortir à 522,3 milliards, contre 295,9 milliards en 2013. La part des ventes extérieures de noix de cajou dans les exportations totales a connu un gain de 1,0 point de pourcentage pour s'établir à 3,8% en 2014 contre 2,8% en 2013. Ces ventes sont destinées à 93,3% au continent asiatique, particulièrement à l'Inde (51,2%).

•

Encadré 2 : Développement de la filière « anacarde » au sein de l'UEMOA

Les exportations de noix de cajou ont fortement progressé, en moyenne annuelle de 15%, sous l'effet de la hausse des cours sur le marché mondial et la progression des productions, sous l'effet des réformes entreprises dans la plupart des pays de l'Union, dans le cadre de la diversification des produits d'exportation. Ainsi, les quantités exportées se sont établies à 927,3 milliers de tonnes en 2014, contre 503,4 milliers de tonnes en 2008. Les principaux producteurs dans l'Union sont le Bénin, la Côte d'Ivoire et la Guinée-Bissau. Embryonnaire dans les autres pays, des actions importantes sont en cours pour le développement de la filière notamment au Burkina, au Sénégal et au Togo.

Sous l'effet de la progression des quantités, conjuguée à la hausse de plus de 16% en moyenne des prix internationaux, les recettes d'exportation sont ressorties à 522,3 milliards en 2014, contre 117,2 milliards en 2008. Cette situation s'explique par l'évolution à la hausse des exportations observée en Côte d'Ivoire et l'importance de plus en plus croissante de la vente à l'extérieur de ce produit au Bénin, modérées par les difficultés de commercialisation rencontrées par la filière en Guinée-Bissau.

Tableau 1 : Evolution des exportations de noix d'anacarde dans les principaux pays producteurs de l'UEMOA
(en milliards de FCFA)

Pays	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Bénin	10,5	8,6	8,4	12,5	13,8	11,8	17,2	25,8	30,8	32,4
Burkina	1,9	0,7	0,5	1,8	1,4	4,0	29,3	17,0	25,8	21,3
Côte d'Ivoire	55,7	50,4	51,4	79,8	83,9	157,9	132,1	179,3	174,6	408,8
Guinée-Bissau	33,6	28,9	32,1	23,2	35,7	36,4	55,8	50,4	60,7	57,3
Ensemble	101,8	88,6	92,4	117,2	134,9	210,1	234,4	272,4	295,9	519,8

Sources : BCEAO, INS

La noix de cajou est en train de devenir l'une des principales sources de devises pour toute la sous-région. La Côte d'Ivoire est le premier pays exportateur de ce produit avec une part moyenne annuelle de 66,2% des recettes d'anacarde, sur la période 2005-2014. Elle est suivie de la Guinée-Bissau avec une part d'environ 19,9%. Le Bénin, avec les réformes entreprises depuis quelques années, occupe la troisième place avec une part moyenne de 8,3% sur la période.

Tableau 2 : Evolution des exportations de noix d'anacarde dans les principaux pays producteurs de l'UEMOA (en milliers de tonnes)

Pays	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Bénin	42,9	40,7	41,0	57,8	59,1	58,8	51,6	95,3	115,5	117,9
Burkina	9,0	5,7	5,1	17,3	11,7	19,7	84,1	49,6	82,5	74,3
Côte d'Ivoire	188,5	230,6	270,3	332,8	362,7	374,5	305,2	441,2	479,0	570,6
Guinée-Bissau	98,2	72,5	105,2	90,6	124,4	113,3	157,7	116,2	139,6	138,2
Ensemble	338,6	349,6	421,6	498,5	557,9	566,3	598,6	702,3	854,4	901,0

Sources : BCEAO, INS

Le développement de cette filière est entretenu par l'accroissement de la demande provenant des pays émergents d'Asie, notamment l'Inde et le Vietnam, ainsi que les appuis apportés aux producteurs par les partenaires au développement. Les besoins du marché sont relatifs aux noix de cajou brutes qui font l'objet de demande par les pays d'Asie, l'amande blanche très sollicitée en Europe et les amandes grillées qui alimentent le commerce au niveau local et régional. L'essor de la filière est également porté par les efforts consentis dans la recherche agricole qui ont permis d'introduire des variétés améliorées.

• Caoutchouc

Les exportations du caoutchouc ont poursuivi leur baisse, entamée depuis 2012 pour s'établir à 301,4 milliards en 2014, contre 375,8 milliards en 2013, soit un repli de 19,8%, du fait essentiellement du recul de 30,3% des prix unitaires à l'exportation, modéré par la hausse en volume de 15,5%. Le repli des cours internationaux du caoutchouc s'explique par les difficultés économiques rencontrées dans l'ensemble des pays consommateurs du produit. La part des produits du caoutchouc s'est établie à 2,5% des exportations de l'Union en 2014,

contre 3,3% en 2013, soit une diminution de 0,8 point de pourcentage. Les exportations de ce produit ont été destinées essentiellement à l'Union Européenne (54,6%), l'Asie (27,2%) et l'Amérique (17,2%).

- **Les autres produits d'exportation**

Les autres produits d'exportation sont constitués essentiellement de l'arachide, des produits de la pêche, de l'huile de palme, du bois et des ouvrages en bois, de la banane, de l'ananas et de l'oignon. Les exportations de ces produits ont connu une hausse en valeur de 11,6% pour ressortir à 3.350,1 milliards en 2014, contre 3.002,3 milliards en 2013. Cette situation s'explique notamment par la hausse des exportations de phosphates (185,2%), atténuée par la baisse des exportations d'oignons (-78,3%) ainsi que des tabacs et des cigarettes (-22,3%).

2.3 Destinations des exportations de biens de l'UEMOA

Les ventes à l'extérieur de biens de l'Union sont destinées principalement à l'Europe (Union Européenne et Suisse), à l'Afrique (Afrique du Sud, Nigeria, Ghana et les pays de la CEMAC), à l'Asie (Inde, Chine, Japon), et à l'Amérique (Etats-Unis, Canada, Brésil).

Les exportations vers l'Europe ont connu une hausse de 0,5% en 2014 et sont ressorties à 4.392,2 milliards contre 4.371,0 milliards en 2013. Cette orientation s'explique essentiellement par l'augmentation des expéditions du cacao, du coton et du café. Par orientation géographique, l'Europe est la première destination des exportations de l'Union avec une part de 29,3% vers l'Union européenne, dont 26,0% pour la Zone euro. La France demeure, en particulier, la première destination des ventes extérieures de l'Union en accueillant 7,6% de ses exportations en 2014. Cette proportion est toutefois en baisse par rapport aux résultats enregistrés un an plus tôt où ce chiffre était de 8,7%. La part des exportations vers le continent européen a connu en 2014, une baisse de 2,4 points de pourcentage soutenue par la diminution des ventes vers la Zone Euro de 3,9 points de pourcentage liée essentiellement au recul de celles des autres spéculations traditionnellement expédiées dans cette zone (phosphates, uranium et pétrole). Les ventes de biens vers l'Europe sont principalement constituées de produits du cacao (35,5%), de l'or (26,1%), de produits pétroliers (7,4%), d'uranium (4,3%), de caoutchouc (3,7%) et de coton (3,5%).

Le continent africain est resté la deuxième destination des exportations de l'UEMOA au cours de la période sous revue avec une part constante de 27,4% d'une année à l'autre. Quant aux expéditions en direction des pays de la CEDEAO, elles ont baissé pour ressortir à 10,6% du total en 2014 contre 12,9% en 2013.

En valeur, les exportations de l'Union vers l'Afrique s'élève à 2.803,5 milliards en 2014 contre 2.638,5 milliards en 2013, soit une hausse de 6,3%. Ces expéditions ont été dominées par l'or (20,0%), les produits pétroliers (26,6%) et les produits chimiques (31,8%).

Encadré 3 : Evolution du commerce intra-UEMOA en 2014

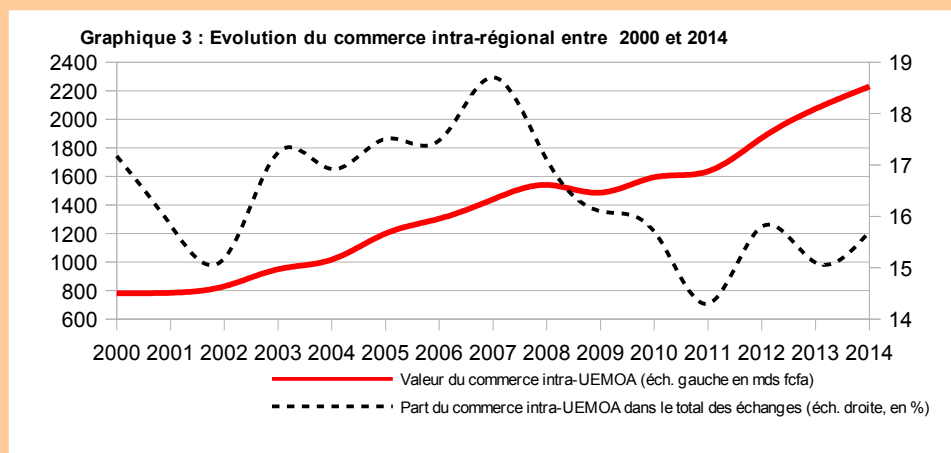
Les échanges de biens entre les pays membres de l'UEMOA sont évalués sur la base des travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA, qui se réunit annuellement au Siège de la BCEAO depuis 2007. Les dernières données réconciliées portent sur l'année 2014. Le commerce intra-UEMOA ajusté s'est accru en 2014. Les échanges ont progressé de 11,1%, en 2014, pour s'établir à 2.230,6 milliards, contre 2.073,9 milliards en 2013.

Tableau 3 : Matrice des échanges intra-communautaires en 2014 (en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		4 090,9	11 364,3	103,5	65 919,0	59 237,3	343,1	81 356,4	222 414,6
	Burkina	14 924,4		16 231,0	0,0	35 019,0	17 325,7	494,9	5 008,2	89 003,2
	Côte d'Ivoire	33 689,9	359 849,6		443,0	194 183,3	36 584,0	73 614,5	113 222,9	811 587,2
	Guinée-Bissau	219,1	4,0	0,0		8 896,2	0,0	3 740,2	0,0	12 859,6
	Mali	8 023,8	70 385,8	40 909,0	224,5		2 109,0	46 097,4	7 792,4	175 541,9
	Niger	9 188,6	99 048,3	4 439,8	0,0	28 451,4		131,8	3 398,4	144 658,3
	Sénégal	19 010,4	33 618,0	52 055,8	52 861,0	245 520,2	6 479,2		14 902,0	424 446,5
	Togo	117 958,6	104 740,6	33 340,2	26,4	16 629,0	59 322,8	18 068,3		350 086,0
	UEMOA	203 014,8	671 737,3	158 340,1	53 658,4	594 618,1	181 058,0	142 490,3	225 680,3	2 230 597,4

Sources : Statistiques douanières et BCEAO

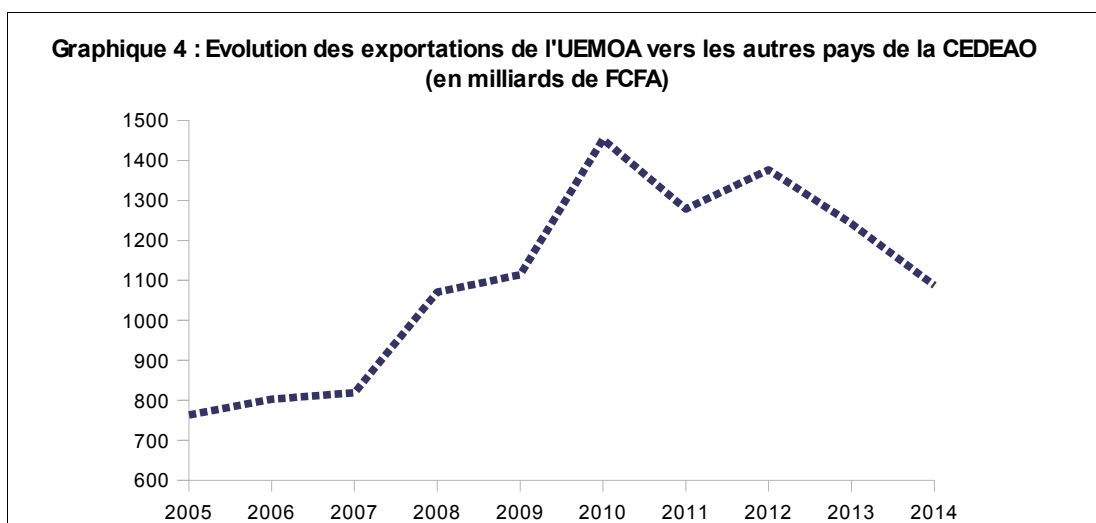
Cette évolution est essentiellement imputable au renchérissement des produits alimentaires, couplé à un accroissement des activités au niveau de la Côte d'Ivoire. La part des échanges intra-communautaires dans le total des flux commerciaux des pays de l'UEMOA est ressortie à 14,9%, contre 15,8% en 2012.



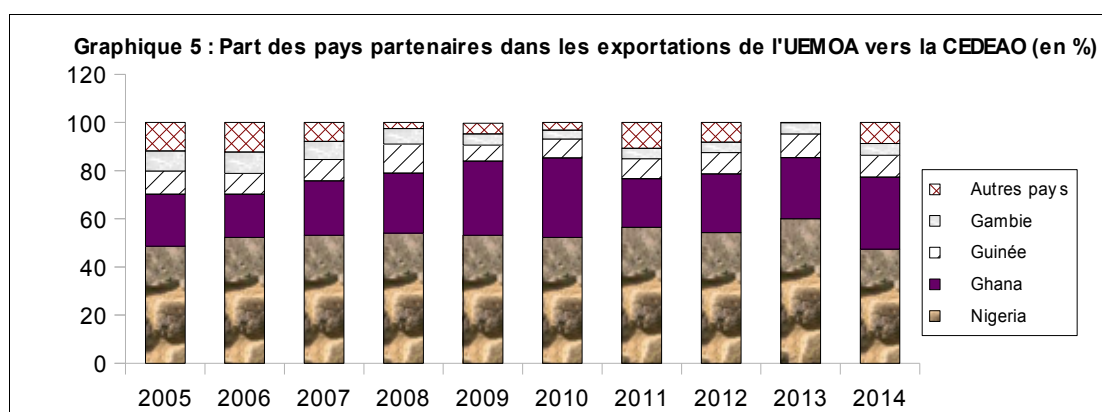
Sources : Statistiques douanières et BCEAO

La Côte d'Ivoire et le Sénégal, respectivement à l'origine de 32,4% et 22,9% des exportations totales en 2014 restent les principaux fournisseurs intra-régionaux, contre 36,9% et 18,2% l'année précédente. Le Mali et le Burkina continuent également d'occuper les première et deuxième places des importateurs intra-communautaires, avec respectivement 31,0% et 24,5% des approvisionnements, contre 26,6% et 22,0% un an plus tôt. Les produits pétroliers demeurent au premier rang des transactions intra-UEMOA, avec une part de plus de 40% des échanges commerciaux intra-UEMOA. Les autres principaux produits échangés sont les préparations alimentaires et les produits du cru (céréales, animaux vivants), les huiles et les graisses, l'électricité ainsi que les tissus de coton.

Le Sénégal, le Togo, la Côte d'Ivoire, le Niger, le Bénin ont réalisé l'essentiel des ventes vers la CEDEAO avec des parts moyennes respectives en 2014, de 29,8%, 18,1%, 15,5%, 15,1% et 9,9%.



Sources : BCEAO, Statistiques douanières



Sources : BCEAO, Statistiques douanières

Les ventes des pays de l'Union en direction de la CEDEAO au cours de l'année 2014 sont principalement orientées vers le Nigeria et le Ghana, avec des parts respectives estimées à 47,4% et 29,9% contre 51,3% et 25,4% en 2013. Le Nigeria qui demeure le premier partenaire de l'Union au niveau de la CEDEAO, achète des produits pétroliers provenant de la Côte d'Ivoire et du Sénégal, des produits chimiques, composés essentiellement de produits pharmaceutiques, de cosmétiques, d'acide phosphorique et d'engrais, en provenance du Mali, du Sénégal et du Togo, ainsi que des animaux vivants du Mali et du Niger. Les exportations du Bénin vers les autres pays de la Communauté notamment le Nigeria portent essentiellement sur la réexportation des produits alimentaires et des voitures d'occasion.

Les exportations en direction du continent américain sont ressorties à 894,3 milliards en 2014 contre 920,7 milliards en 2013, soit une baisse de 2,9% tirée essentiellement par la diminution des exportations en direction des « Autres pays de d'Amérique » (-50,3%), le Canada (-17,5%) et atténuée par la hausse des exportations vers le Brésil (59,3%) et les Etats-Unis (10,2%). Le poids relatif de l'Amérique est passé de 9,5% en 2013 à 8,7% en 2014, soit une perte de 0,8 point de pourcentage. La part des Etats-Unis dans les exportations de

l'Union a cru de 0,2 point de pourcentage pour ressortir à 6,0%, tandis que le Canada a connu une diminution de son poids de 0,5 point de pourcentage. Les ventes en direction de ce continent sont destinées en majeure partie aux Etats-Unis, avec une part relative de 69,0%. **Les exportations de l'Union à destination de ce pays sont dominées par le cacao (54,7%), le pétrole brut (25,3%) et le caoutchouc (5,8%).**

Les exportations de marchandises en direction de l'Asie ont connu une hausse de 25,3%, passant de 1.520,9 milliards en 2013 à 1.906,3 milliards en 2014. Ce niveau des exportations est soutenue par leur accroissement vers l'Inde (89,5%), la Thaïlande (23,2%), les « Autres pays de l'Asie » (30,5%), modérée par leur baisse vers le Japon (-34,2%) et la Chine (-31,4%). La Chine et le Japon ont connu une baisse de leur poids respectivement de 1,1 et 0,1 point de pourcentage, tandis que la part des exportations en direction de l'Inde est passée de 2,5% à 4,5%, soit un gain de 2,0 points de pourcentage.

Les exportations vers l'Asie portent essentiellement sur le coton (29,1%), les noix de cajou (25,6%), le cacao (11,8%), l'or (8,8%) et le caoutchouc (4,3%). Le coton est principalement orienté vers la Chine avec une part de 34,9%. Le Bénin, le Mali, le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire ont réalisé l'essentiel des ventes vers la Chine avec des parts respectives moyennes de 40,0%, 29,2%, 27,1% et 22,4% au cours de l'année. Les produits à destination de l'Inde sont les noix de cajou (57,7%) et les phosphates (4,7%). La hausse des exportations vers l'Inde est en rapport avec la bonne orientation du commerce d'acide phosphorique et de l'anacarde au cours de la période.

Tableau 4 : Les principaux pays de destination des exportations de l'UEMOA

Principaux Produits exportés	Pays de destination
Cacao	Etats-Unis, Canada, Brésil, Asie
Café	Belgique, Italie, Maroc
Coton	France, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suisse, Chine, Inde et Gabon
Arachide	France, Allemagne, Belgique, Italie, Pays-Bas et Royaume-Uni
Noix de cajou	Pays Bas, Portugal et Inde
Or	Suisse, Afrique du Sud, Emirats Arabes Unis
Phosphate	France, Espagne, Pologne, Inde, Maroc
Uranium	France, Etats-Unis, Espagne, Japon
Produits pétroliers	Allemagne, Pays-Bas, Royaume-Uni, Nigeria, Ghana, Cameroun, Etats-Unis, Canada et Inde
Produit de pêche	France, Espagne, Italie, Pays-Bas et Japon
Produits chimiques	Inde, Chine, France, Russie, Nigeria, Ghana, Guinée
Caoutchouc	France, Allemagne, Espagne, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni, Pologne, Afrique du Sud, Etats-Unis, Canada, Chine, Inde

Principaux Produits exportés	Pays de destination
Bois et ouvrages en bois	France, Allemagne, Belgique, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni
Banane	France, Allemagne, Royaume-Uni, Nigeria, Ghana, Gambie, Gabon, Etats-Unis

Sources : Statistiques douanières, BCEAO

Au total, les exportations de l'Union ont progressé de 6,4% en 2014, contre 2,8% en 2013. Cette situation s'explique essentiellement par une amélioration des ventes des produits agricoles, en ligne avec la hausse des cours internationaux de ces spéculations ainsi que des incidences positives des réformes menées dans le secteur agricole dans la plupart des pays de l'Union.

Tableau 5 : Répartition géographique des exportations de l'UEMOA entre 2002 et 2014 (en % du total)

	2002	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
EUROPE	66,2	45,3	48,3	43,0	46,7	42,8	44,4	44,5	46,4	37,9
AFRIQUE	16,9	28,9	28,4	33,1	29,3	33,3	27,0	29,2	25,7	39,3
AMERIQUE	10,1	10,3	7,5	9,2	8,5	9,9	12,5	9,0	9,8	8,0
ASIE	6,2	12,1	13,4	11,5	11,2	11,6	14,5	15,2	16,1	13,2
AUTRES PAYS	0,6	3,3	2,5	3,3	4,3	2,4	1,6	2,1	2,1	1,7
TOTAL EXPORT FOB	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Sources : BCEAO, Statistiques douanières

2.4 Contribution des pays membres aux exportations de biens de l'Union

L'analyse de la contribution des pays à la croissance des exportations fait ressortir une prédominance de la Côte d'Ivoire, qui représente 55,0% des ventes à l'extérieur de l'Union en 2014, contre 51,7% en 2013. Ce pays est suivi par le Mali et le Sénégal dont les parts ont baissé et sont ressorties respectivement à 11,5% et 11,3% en 2014, contre 11,9% et 11,7% pour chacun des deux pays en 2013. La part du Niger a également diminué de 1,6 point pour s'établir à 4,3% en 2014, contre 5,9% en 2013, en raison des difficultés que le secteur uranifère a connues au cours de la période. A part la Côte d'Ivoire, le Bénin est le seul pays de l'Union dont la contribution en matière d'exportation a augmenté comparativement à l'année 2013. En effet, le Bénin a connu un accroissement de sa contribution de 1,1 point de pourcentage pour s'établir à 3,9% en 2014 contre 2,7% en 2013. Le dynamisme des exportations du Bénin s'explique par le regain dans les exportations d'anarcade et des bons résultats observés dans les expéditions du coton.

Le Togo a vu sa part dans les ventes à l'extérieur de l'Union baisser pour ressortir à 2,9% en 2014, contre 4,9 en 2013. Les parts du Burkina Faso (10,6%) et de la Guinée-Bissau (0,5%) sont restées relativement stables.

2.5 Exportations de services

2.5.1 Evolution globale des exportations de services

Tableau 6 : Part des pays membres dans les exportations de l'UEMOA (en %)

	2002	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Bénin	3,0	1,7	2,5	4,4	3,1	2,7	1,9	1,3	2,7	3,9
Burkina	2,1	3,9	4,1	3,4	5,6	7,2	10,9	10,3	10,6	10,6
Côte d'Ivoire	62,9	62,2	60,7	58,5	61,5	59,4	55,2	53,8	51,7	55,0
Guinée-Bissau	0,7	0,4	1,0	0,3	0,5	0,4	0,6	0,5	0,5	0,5
Mali	10,6	11,7	10,8	11,4	10,2	10,6	10,8	11,9	11,9	11,5
Niger	3,4	3,7	3,6	4,5	3,3	3,7	4,4	5,5	5,9	4,3
Sénégal	13,0	11,4	11,9	12,3	10,8	11,5	11,4	11,9	11,7	11,3
Togo	4,4	4,9	5,4	5,2	4,9	4,5	4,8	4,8	4,9	2,9
TOTAL EXPORTATIONS UEMOA	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Sources : BCEAO, Statistiques douanières

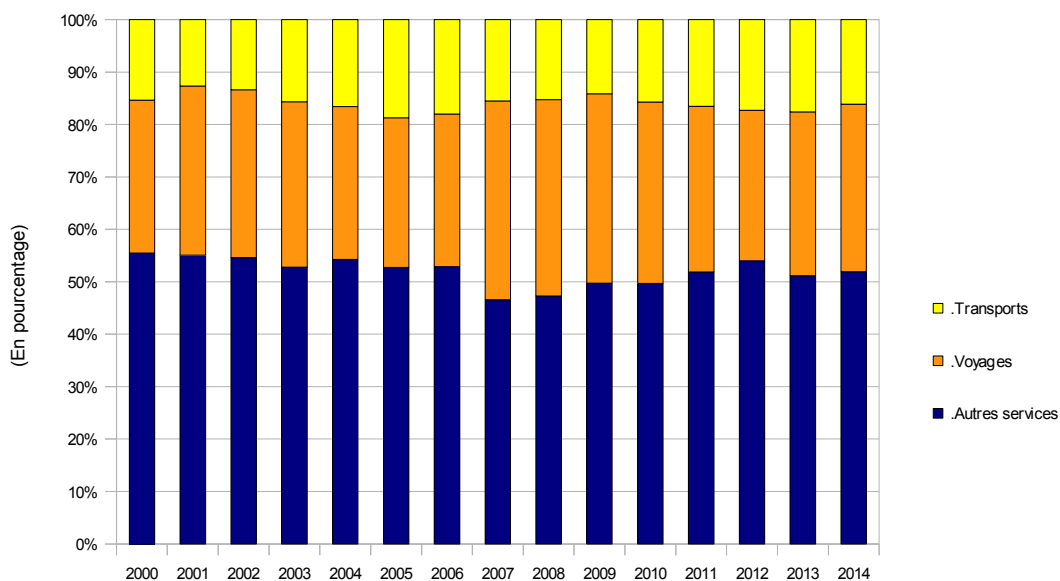
Les exportations de services de l'Union, qui représentent en moyenne 17,0% des ventes extérieures totales de l'Union, ont maintenu une évolution croissante de 1,3% entre 2013 et 2014. Celle-ci s'explique essentiellement par la hausse des services d'assurances (+122,2%), des services de BTP (+21,0), des services financiers (+16,8%), des redevances et droits de licence (+7,4%), des services de communication (+6,2%) et des services de voyage (+5,9%). L'évolution a été modérée par la baisse des services personnels, culturels et ceux relatifs aux sports (-43,7%), les autres services aux entreprises (-15,6) et les services fournis ou reçus par les administrations publiques (-3,3%).

2.5.2 Structure des exportations de services

Les exportations de services sont constituées par les trois principales composantes que sont les transports, les voyages et les autres services dont l'importance par catégorie varie d'un pays à l'autre. Les activités touristiques (voyage) constituent la première source de recettes d'exportation de services de l'Union, avec plus du tiers du total, devant les divers services fournis aux entreprises étrangères (16,6%), les prestations de services de transport (16,1%), les communications (13,4%)² et les prestations aux ambassades et Organismes Internationaux accrédités dans la Zone (11,1%).

2. Il s'agit principalement des locations de bandes magnétiques aux sociétés de télécommunications étrangères, dans le cadre de leur connexion avec les pays de l'Union.

Graphique 6 : Structure des exportations de services



Source : BCEAO

a) Les transports

Les services fournis aux armateurs étrangers et le transport terrestre constituent la principale source de recettes de services de transport des pays membres de l'Union. Les recettes de transport sont passées de 358,2 milliards en 2013 à 353,4 milliards en 2014. La part des transports dans les exportations totales de services est ressortie à 16,1% en 2014, contre 16,6% une année plus tôt, soit une baisse de 0,5 point de pourcentage.

b) Les voyages

Les entrées au titre du poste « voyages » ont augmenté entre 2013 et 2014, du fait du regain d'activités dans le domaine touristique, en particulier au Burkina, au Mali et au Sénégal. De nombreuses potentialités sont offertes par ces pays de l'Union, au regard notamment de leur patrimoine historique et culturel et de leurs sites géographiques. Plusieurs circuits touristiques sont offerts et les dessertes des pays de l'UEMOA se sont améliorées. De grandes manifestations culturelles sont de plus en plus organisées. Le tourisme d'affaires est également en pleine expansion, du fait de l'accroissement des opportunités d'investissement dans les domaines des mines et du pétrole dans la plupart des pays. Les recettes de voyages, avec un taux de croissance annuel de 18,9%, sont passées de 662,5 milliards en 2013 à 701,3 milliards en 2014. Cette performance a permis aux recettes de voyages de conforter leur première place dans le total des prestations fournies aux étrangers, avec une part de 32,0% en 2014 contre 30,6% en 2013 et 28,7% en 2012.

c) Les autres services

Les autres services sont composés de toutes les transactions internationales de services, autres que les transports et les voyages. Ils comprennent notamment les services de communication, de BTP, d'assurances, divers services spécialisés aux entreprises et des services fournis ou reçus par les administrations publiques, non classés ailleurs.

Les exportations des autres services ont été très dynamiques depuis les années 2000, avec une croissance moyenne annuelle de 5,2%. Cette évolution s'explique essentiellement par la hausse des exportations des services de communication, des divers services spécialisés aux entreprises, ainsi que des services fournis aux administrations publiques non classés ailleurs. Les autres composantes de ce poste ont évolué de façon contrastée. L'augmentation des exportations des services de communication, à partir de 2000, s'explique par l'avènement de la téléphonie cellulaire. Entre 2013 et 2014, les autres services ont connu une diminution de 0,5% pour ressortir à 1.136,9 milliards.

III. EVOLUTION DES IMPORTATIONS DE L'UNION EN 2014

3.1 Evolution globale des importations de biens de l'Union

Les importations de l'Union ont enregistré une faible progression en 2014 contre une forte croissance en 2013, en raison essentiellement de la chute des cours internationaux des produits pétroliers, principale source du recul des achats de produits énergétiques et, dans une moindre mesure, de la baisse des acquisitions de biens intermédiaires.

Les importations de l'Union se sont établies à 16.643,1 milliards en valeur CAF en 2014 contre 16.579,2 milliards en 2013, soit une progression de 0,4%. Cet accroissement est imputable notamment aux produits alimentaires (+10,4%) et aux biens d'équipement (+4,0%). Il a toutefois été modéré par la baisse des acquisitions en valeur de certains produits tels que les produits pétroliers, dont le recul des prix sur les marchés internationaux a été prononcé au cours du deuxième semestre de l'année 2014.

3.2 Structures des importations de biens de l'UEMOA

Les importations des pays de l'Union en 2014 sont constituées principalement de produits énergétiques (25,5%), de produits de consommation (24,5%), de biens d'équipement (23,4%) et intermédiaires (17,2%).

• Produits énergétiques

Les achats à l'étranger de produits énergétiques se sont repliés en 2014 dans un contexte de baisse des cours sur le marché international, renforcé par la dépréciation de l'euro vis-à-vis du dollar. Cette situation s'explique par le repli des prix des produits énergétiques, singulièrement ceux du pétrole, induit par l'abondance de la production et la disponibilité d'importants stocks mondiaux. Les importations de produits énergétiques au sein de l'UEMOA se sont établies à 4.237,8 milliards contre 4.318,7 milliards en 2013, soit une baisse de 1,9%. Dans le même temps, la part des achats de produits énergétiques à l'étranger dans les importations totales de biens dans l'Union a subi une baisse de 0,5 point, passant de 26,0% en 2013 à 25,5% en 2014. Les produits énergétiques sont constitués à hauteur de 36,6% de pétrole brut acheminé en Côte d'Ivoire et au Sénégal et 63,4% de produits raffinés.

Le Nigeria a constitué le principal fournisseur de l'Union en pétrole brut avec une part estimée à 92,1%, en baisse de 4,0 points par rapport à 2013. L'approvisionnement en produits pétroliers raffinés est principalement assuré à travers les échanges intra-UEMOA (43,9%) et par les pays de l'Union Européenne (31,0%). Les principaux fournisseurs de ce marché sont les trois raffineries de l'UEMOA (la Société Ivoirienne de Raffinage, la Société Africaine de Raffinage et la Société de Raffinage de Zinder), les sociétés pétrolières multinationales

implantées dans l'Union, ainsi que les négociants agréés au plan international qui sont installés principalement dans les pays européens.

• Produits de consommation

Les importations de produits de consommation de l'UEMOA ont connu une hausse au cours de l'année 2014. En valeur, ces achats ont enregistré une croissance de 10,0% en 2014, contre 4,0% en 2013. Les importations de denrées alimentaires et autres biens de consommation courante se sont situées à 4.100,1 milliards, avec une part de 24,6% des acquisitions totales, contre 22,5% en 2013. Cette évolution traduit essentiellement l'augmentation des cours internationaux de produits alimentaires.

Au niveau de la première source de croissance des importations, à savoir les produits alimentaires, les importations de céréales, essentiellement le riz et le blé, constituent la principale composante des achats, avec une part estimée à 42,5%. Celle-ci est toutefois en baisse, comparée aux réalisations de 45,1% en 2013.

Les achats de riz ont connu une hausse de 14,1% pour ressortir à 1.118,6 milliards, en rapport avec l'accroissement de la demande. Cette spéculation est principalement fournie par l'Asie à hauteur de 82,7%, en particulier par la Thaïlande (38,5%) et l'Inde (38,1%). Les acquisitions de blé ont baissé de 12,2% en 2014 pour se situer à 251,6 milliards. Cette baisse s'explique par la diminution des cours internationaux de 14,1% en 2014. Par ailleurs, la France est le premier pays de provenance du blé importé par l'Union avec une part de 79,3% en 2014 contre 78,3% en 2013.

Les acquisitions de sucre en provenance essentiellement du Brésil (43,4%) et de la France (8,2%), a baissé de 26,3% en 2014. La valeur totale des importations de sucre s'est établie à 132,2 milliards en 2014, contre 179,4 milliards en 2013. Cette évolution s'explique par le recul des cours du sucre sur le marché mondial grâce à une offre excédentaire dans les principaux pays producteurs dont le Brésil (plus grand producteur et exportateur mondial), et à la baisse des prix du pétrole brut qui a eu pour effet de réduire le volume des plantes sucrières transformées en éthanol.

• Biens d'équipement

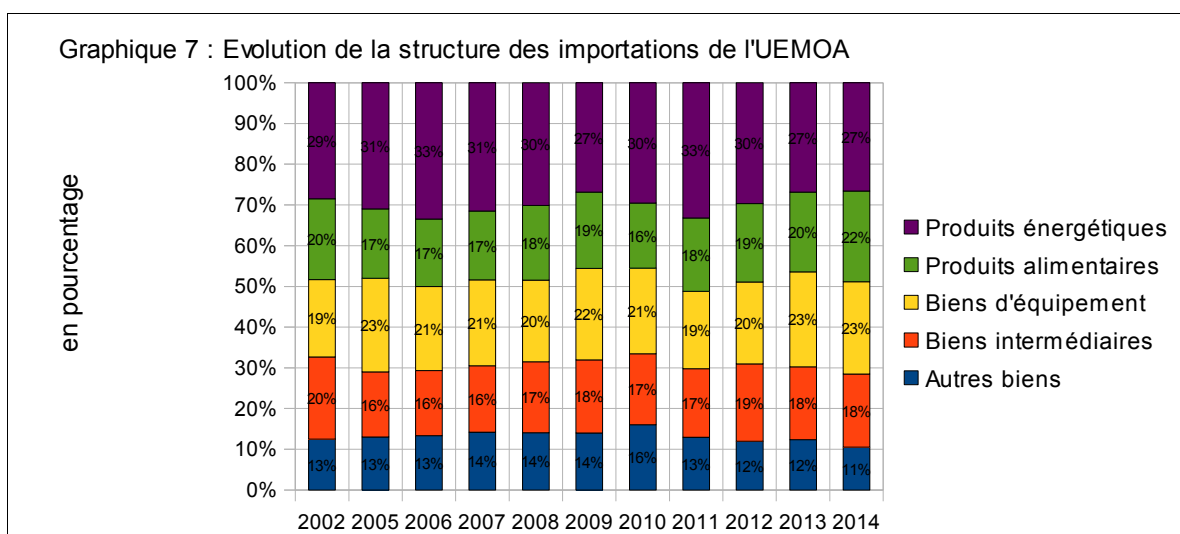
Les importations de biens d'équipement ont cru en 2014. En effet, les acquisitions de biens d'équipement ont subi une hausse de 4,0% par rapport à 2013 pour s'établir à 3.899,5 milliards. Après le recul de 11,0% connu en 2011, ces biens ont occupé le troisième rang dans le classement des importations avec une part estimée à 23,4% en 2014, contre 22,6% un an auparavant. La majeure partie des achats de biens d'équipement à l'extérieur est constituée de matériel de transport (31,0%), de machines mécaniques (27,0%) et d'appareils électriques (19,0%). La hausse des acquisitions de ces biens est liée à la poursuite des investissements publics et privés qui induisent d'importants besoins en biens d'équipement.

Les biens d'équipement sont traditionnellement importés du continent européen, particulièrement des pays de l'Union Européenne. Ce continent a fourni, en 2014, 42,2% des achats en biens d'équipement de l'UEMOA contre 28,9% en 2013, dont 39,8% du marché de l'Union Européenne. L'Asie vient en deuxième position, avec une part de 31,7% en 2014 dont 17,6% pour la Chine, contre 24,1% en 2013. L'importance de la Chine dans l'approvisionnement de ce produit est en liaison avec la réorientation des échanges vers le continent asiatique, en rapport avec la présence, de plus en plus marquée, des produits

chinois dans les pays en développement. Cette évolution traduit la montée en puissance de la Chine dans le développement technologique et l'élargissement de son tissu industriel à des branches autres que celles concentrées dans les pays industrialisés. L'Amérique est le troisième continent de provenance de ces biens avec une part de 17,2% en 2014 contre 15,7% en 2013, soit un gain de 1,5 point de pourcentage.

• Biens intermédiaires

Les acquisitions de biens intermédiaires composés en grande partie de matériaux de construction et de produits chimiques, sont ressorties en baisse de 6,4% en 2014. Leur part dans les importations totales est estimée à 17,2% en 2014, contre 17,3% en 2013. Cette situation résulte du ralentissement du rythme des activités du secteur des Bâtiments et Travaux Publics (BTP) noté dans les Etats membres de l'Union.



Sources : Statistiques douanières et BCEAO

3.3 Principaux fournisseurs de l'Union

Les principales sources d'approvisionnement des pays de l'UEMOA sont l'Europe, notamment l'Union Européenne, le continent asiatique, les pays de l'Afrique (hors UEMOA) et l'Amérique.

Par origine géographique, l'Union Européenne est restée au premier rang des principaux fournisseurs de l'UEMOA avec une part dans les importations totales estimée à 34,5%, nonobstant le recul de 0,5 point par rapport à 2013. Ce recul de l'Union Européenne a été au profit des partenaires asiatiques. Ces achats sont effectués principalement dans la Zone euro, spécifiquement en France qui demeure le premier pays fournisseur de l'UEMOA en détenant une part de 13,8% dans les importations totales de la Zone.

Tableau 7 : Principaux fournisseurs de l'Union

Principaux produits	Principaux fournisseurs
Produits alimentaires dont :	
Riz	Thaïlande, Pakistan, Brésil
Blé, froment	France, Russie, Canada
Autres céréales (maïs, mil, sorgho, haricot, ...)	Pays de l'UEMOA, France, USA, Inde, Thaïlande
Lait et produits laitiers	France, Pays-Bas, Irlande, Brésil
Sucres et sucrerie	France, Allemagne, Brésil
Boissons	France, Espagne, Tunisie
Produits énergétiques	France, Pays-Bas, Belgique, Nigeria, USA, Royaume-Uni, Russie
Biens intermédiaires	France, Allemagne, Belgique, Italie, Espagne, Portugal, Russie, Ghana, USA, Chine, Inde, Japon
Biens d'équipement	France, Allemagne, Belgique, Finlande, Royaume-Uni, Afrique du Sud, USA, Chine, Japon, Inde

Sources : Statistiques douanières, BCEAO

Les approvisionnements en provenance de l'Union Européenne sont constitués pour l'essentiel de biens d'équipement et intermédiaires (46,4%), de produits pétroliers raffinés (16,5%), de produits alimentaires (18,3%), en particulier le blé et le lait, ainsi que de produits pharmaceutiques (11,9%).

Les importations de biens en provenance de l'Asie ont progressé en 2014, en liaison notamment avec la hausse des importations de biens d'équipement (+12,9%), de riz (+3,9%), et de produits chimiques (+16,9%). La valeur des importations en provenance d'Asie s'est située à 4.228,5 milliards en 2013, contre 4.302,4 milliards un an plus tôt, soit un accroissement de 1,7%. Ces achats ont représenté 29,4% des importations totales en 2014, contre 28,8% en 2013, soit une augmentation de 0,6 point de pourcentage. La Chine a maintenu sa place de troisième fournisseur de l'Union avec une part des importations de 11,5% en 2014, contre 11,0% en 2013, soit un gain de 0,5 point.

Les acquisitions de biens en provenance de l'Asie sont dominées par les produits alimentaires (29,3%) essentiellement le riz en provenance de la Thaïlande et l'Inde, les biens d'équipement avec une part de 28,7% venant notamment de la Chine pour un montant de 690,3 milliards, les biens intermédiaires expédiés essentiellement par la Chine, l'Inde et le Japon, dont la part est estimée à 22,5%, ainsi que le riz représentant une part de 12,1%.

Les importations de l'Union en provenance du continent africain se sont repliées de 0,7 point par rapport à l'année 2013. Celles en provenance des autres pays de la CEDEAO ont baissé de 4,0 points de pourcentage par rapport au total des achats. Par pays, le Nigeria demeure le premier fournisseur africain de l'UEMOA et le deuxième au plan international, après la France, avec une part de 10,6% en 2014, contre 12,8% en 2013. En somme, les approvisionnements de l'Union au niveau des pays de l'Afrique représentent 18,1% de ses importations totales en 2014.

Les biens acquis par les pays de l'Union sur le continent africain sont dominés par les produits énergétiques dont le pétrole brut (81,9%) provenant du Nigeria, le pétrole raffiné et les biens alimentaires échangés sur le marché intra-communautaire.

Encadré 4 : Echanges de l'UEMOA avec le Nigeria

Les échanges extérieurs de l'UEMOA avec le Nigeria au cours de la période 2005-2014 sont restés globalement bien orientés. La part de ces échanges dans le total du commerce extérieur de l'UEMOA s'est établie à 10,4% en moyenne au cours de la période sous revue. Ces statistiques ne prennent pas en compte une importante partie des échanges entre les pays de l'UEMOA limitrophes du Nigeria qui passe par des canaux informels, en raison de l'étendue et de la porosité des frontières communes.

Les ventes à l'extérieur de biens des pays de l'UEMOA à destination du Nigeria, se sont accrues entre 2005 et 2014, à un rythme annuel moyen de 3,7%, en rapport avec la hausse soutenue de sa demande en produits pétroliers bruts, en produits chimiques, en huile de palme et animaux vivants. Elles sont passées de 370,3 milliards en 2005 à 515,3 milliards en 2013, soit environ 8,0% du total des exportations. La Côte d'Ivoire, le Togo, le Bénin et le Niger ont réalisé l'essentiel des ventes vers le Nigeria avec des parts moyennes respectives, au cours de la période, de 73,5%, 10,9%, 7,5% et 6,9%. La prédominance de la Côte d'Ivoire est en rapport avec les ventes au Nigeria par la PETROCI de produits pétroliers bruts lourds dont la qualité ne permet pas sa transformation par la raffinerie.

La structure des exportations de l'Union vers le Nigeria est dominée par les produits pétroliers bruts, les produits chimiques, les animaux vivants, l'huile de palme, avec des parts moyennes respectives de 77,5%, 5,8%, 4,3% et 1,9% sur la période 2005-2014.

Les importations en provenance du Nigeria ont progressé, en moyenne annuelle, de 4,9% entre 2005 et 2014 et représentent environ 12,1% du total des approvisionnements de l'Union. La Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Bénin et le Niger sont les principaux consommateurs des produits nigériens dans la sous-région avec des parts respectives de 77%, 18%, 3% et 2% pour chacun des pays. Le poids de la Côte d'Ivoire et du Sénégal s'explique essentiellement par les approvisionnements en pétrole brut destinés aux raffineries de ces deux pays.

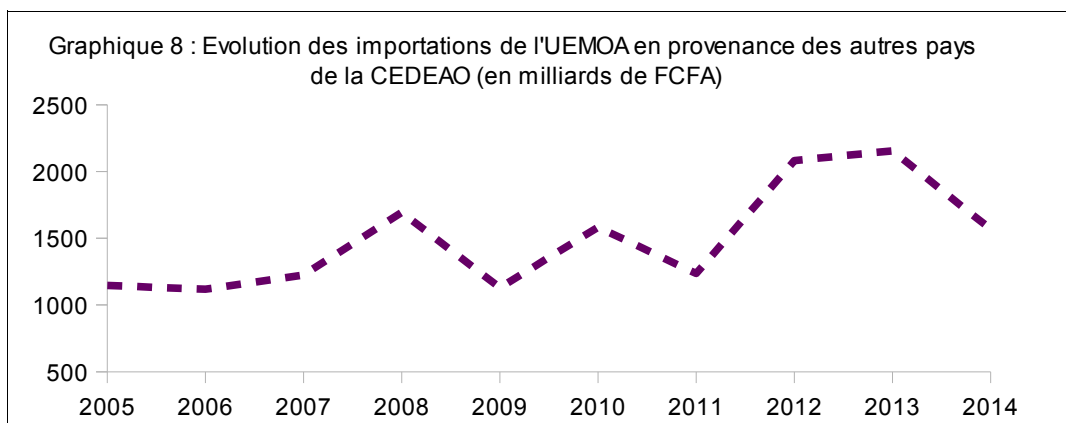
En effet, les importations en provenance du Nigeria sont constituées à 80% de pétrole brut, suivi de produits pétroliers raffinés (11%), des biens intermédiaires (3%), du tabac (2%) et du gaz (1,0%).

Le solde commercial de l'Union avec le Nigeria ressort globalement déficitaire sur la période sous revue, pour l'Union dans son ensemble. Le déficit s'est établi en 2014 à 88,1 milliards (1,8% du PIB), contre 536,3 milliards en 2005 (2,2% du PIB). Le creusement de ce déficit s'explique notamment par l'alourdissement de la facture pétrolière, en ligne avec l'envolée des cours de produits pétroliers au cours de la période 2005 et 2013. Entre 2005 et 2014, tous les pays de l'UEMOA sont des importateurs net vis-à-vis du Nigeria, à l'exception du Bénin, du Niger et du Togo, qui ont affiché des situations excédentaires, en raison notamment de l'ampleur du commerce de réexportation ainsi que des exportations d'animaux vivants. Les plus grands importateurs nets sont la Côte d'Ivoire et le Sénégal, qui assurent l'essentiel de l'approvisionnement de leurs raffineries en pétrole dans ce pays.

En perspective, la baisse continue des cours du pétrole couplée à la dévaluation du Naira pourraient avoir à court terme des effets positifs sur la balance commerciale des pays de l'Union, en raison d'une meilleure valorisation des exportations et une réduction des coûts des approvisionnements.

A moyen et long terme, l'effet-volume pourrait supplanter les effets-prix positifs, pour occasionner un creusement du déficit. En effet, du fait du renchérissement des produits étrangers, la demande d'importation du Nigeria sur certains produits, notamment la réexportation des produits alimentaires qui bénéficient d'un avantage concurrentiel, pourrait être réorientée vers les produits locaux. De même, la baisse des coûts des produits nigériens pourrait accroître le volume des approvisionnements des ressortissants de l'Union dans ce pays.

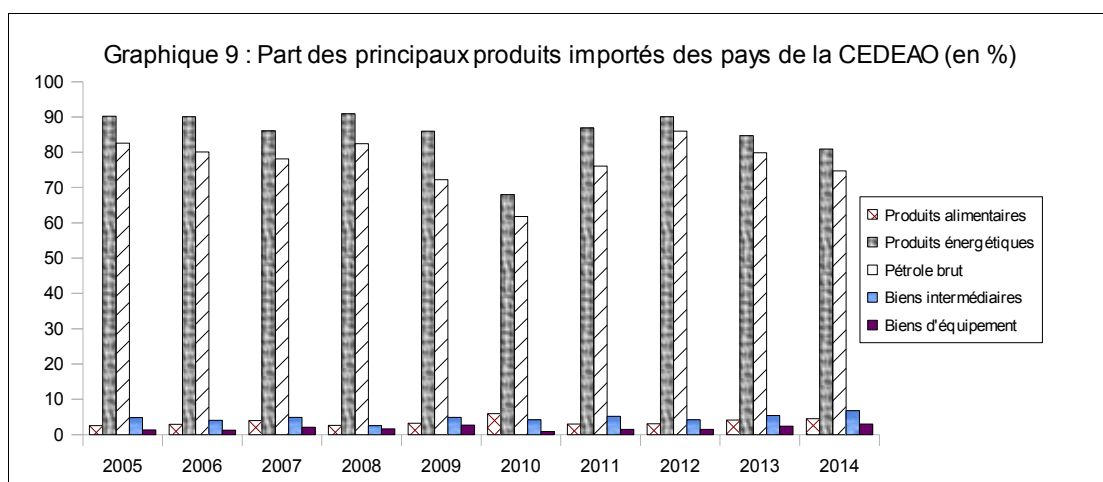
Les relations commerciales entre l'Union et les autres pays de la CEDEAO se sont détériorées en 2014. En effet, les importations de l'Union en provenance des autres pays de la CEDEAO ont reculé de 27,3% en 2014, contre une hausse de 3,6% une année plus tôt. Elles sont ressorties à 1.566,7 milliards en 2014, contre 2.155,2 milliards en 2013.



Sources : BCEAO, Statistiques douanières

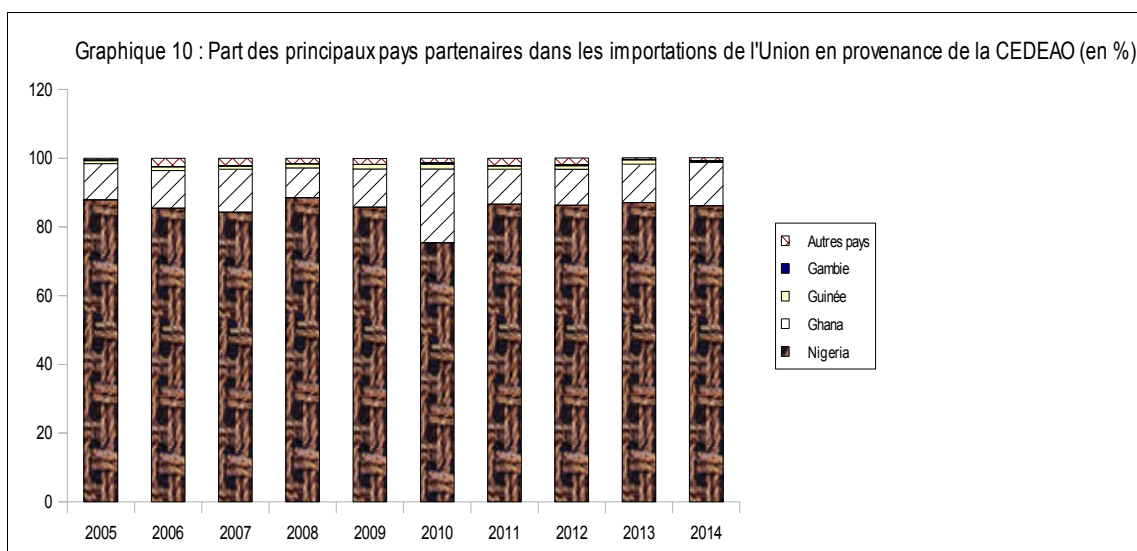
La Côte d'Ivoire, le Burkina, le Niger et le Bénin sont les premières destinations des produits en provenance des autres pays de la CEDEAO, avec des parts respectives de 79,5%, 6,9%, 4,6% et 3,3% en 2014.

Les importations de l'Union en provenance de la CEDEAO ont progressé, sous l'effet de la hausse des achats de produits énergétiques, du dynamisme des achats de produits alimentaires, notamment les produits laitiers, la viande et le poisson congelé.



Sources : BCEAO, Statistiques douanières

Les principaux pays fournisseurs sont le Nigeria et le Ghana, avec des parts respectives estimées à 86,3% et 10,5%. Ces deux pays vendent aux Etats membres de l'Union des produits énergétiques constitués essentiellement de pétrole brut, des produits chimiques, des appareils électriques, des matériaux de construction, des produits laitiers, ainsi que des produits cosmétiques et d'entretien.



Sources : BCEAO, Statistiques douanières

Les acquisitions en provenance du continent américain ont baissé de 3,3% en 2014 contre une hausse de 14,8% l'année précédente, imputable notamment au repli des importations en provenance des Etats-Unis (-45,8%) du Canada (-39,6%) et du Brésil (-31,1%).

Tableau 8 : Répartition géographique des importations de l'UEMOA entre 2002 et 2014 (en %)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
EUROPE	53,1	64,9	55,5	45,1	45,3	43,8	40,5	40,9	40,8	43,3	41,2	39,4	39,1
AFRIQUE	14,5	13,6	21,0	20,4	18,7	18,0	20,9	18,2	18,7	15,5	19,1	18,8	18,1
AMERIQUE	4,9	4,6	7,3	7,6	7,8	8,2	9,9	9,5	9,8	9,8	11,1	11,8	11,4
ASIE	24,0	14,7	13,1	21,3	19,3	21,6	26,1	28,0	28,0	26,9	27,2	28,8	29,4
AUTRES PAYS	3,4	2,3	3,0	5,6	8,9	8,4	2,6	3,5	2,8	4,5	1,5	1,2	1,9
TOTAL IMPORT CAF	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Sources : BCEAO, Statistiques douanières

3.4 Contribution des pays membres de l'Union à la croissance des importations de biens

L'analyse des importations de biens révèle que la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Mali, le Bénin et le Burkina ont été les principaux demandeurs de biens étrangers dans l'Union au cours de l'année 2014, avec respectivement 34,7%, 19,5%, 11,6% et 10,6% pour les deux derniers. Leurs contributions à la croissance des importations sont de 3,4%, -0,2%, 0,3%, -0,6% et -2,4% au cours de la période. Les parts de la Côte d'Ivoire et du Mali dans le total des ventes à l'extérieur ont augmenté de 3,3 points et 0,3 point, en raison notamment de la hausse des

acquisitions de biens intermédiaires et d'équipement, en rapport avec la poursuite et l'intensification des investissements publics et privés, du fait notamment de la mise en œuvre d'importants projets de construction d'infrastructures économiques et sociales en Côte d'Ivoire ainsi que de la hausse des biens de consommation courante au Mali. Les parts des importations du Burkina, du Togo, du Bénin, du Sénégal et du Niger ont baissé respectivement de 2,4 points, 1,6 point, 0,7 point, 0,3 point et 0,2 point, en raison de la diminution des achats de biens de consommation ainsi que ceux d'équipement et intermédiaires au Bénin à la suite de l'arrêt des prospections pétrolières sur certains sites dans ce pays. La contribution du Niger à la croissance des importations est de 1,3 point, liée à la hausse des achats de biens d'équipement et intermédiaires. La part de la Guinée-Bissau dans les acquisitions totales de biens est ressortie à 0,5%, contre 0,4% un an plus tôt, en raison de la hausse de toutes les composantes de ses importations.

Tableau 9 : Part des pays membres dans les importations de l'UEMOA entre 2002 et 2014 (en %)

	2002	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Bénin	9,3	5,6	5,9	7,6	8,6	9,4	8,5	8,1	7,3	11,3	10,6
Burkina	7,4	7,8	8,7	8,0	8,4	9,8	8,6	10,2	11,8	13,0	10,6
Côte d'Ivoire	36,5	40,0	37,4	36,9	33,3	33,6	34,0	28,4	35,6	31,4	34,7
Guinée-Bissau	0,9	0,9	0,8	0,5	0,6	0,8	0,6	0,7	0,4	0,4	0,5
Mali	11,8	9,7	10,7	10,4	13,1	11,0	13,0	12,5	11,4	11,4	11,6
Niger	5,8	4,6	5,0	4,5	5,0	7,1	8,7	7,1	5,6	5,2	6,5
Sénégal	23,1	22,0	21,5	23,2	25,5	20,0	18,2	22,0	21,3	19,8	19,5
Togo	5,2	9,3	9,9	9,0	5,5	8,4	8,2	11,0	6,6	7,5	5,9
TOTAL											
IMPORTATION											
CAF UEMOA	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Sources : BCEAO, Statistiques douanières

3.5 Evolution globale des importations de services de l'Union

3.5.1 Evolution globale des importations de services

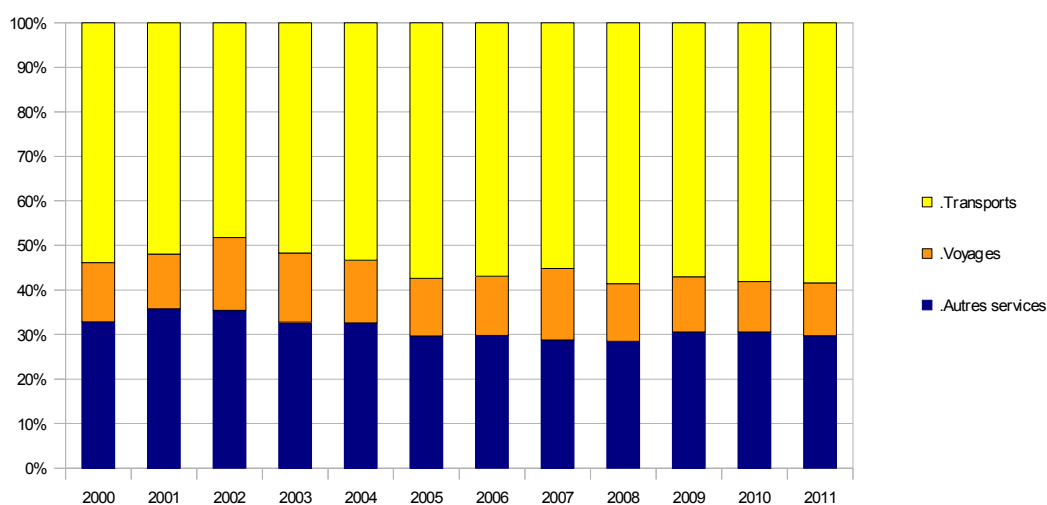
Les importations de services de l'Union ont enregistré une croissance de 6,4% en 2014 contre 18,2% en 2013, en raison notamment de l'alourdissement de la facture du fret, induit par l'accroissement des importations et de la consommation de divers services spécialisés en matière d'études, de conseils et d'engineering par les sociétés minières, pétrolières et de télécommunications en pleine expansion dans les pays de l'Union. La composante transport, constituée pour l'essentiel du fret de marchandises, a représenté plus de 55,3% des importations des services en 2014, contre 51,1% une année plus tôt. Les autres composantes qui pèsent sur la demande extérieure des services sont les dépenses touristiques (9,9%)³, les divers services aux entreprises (11,2%) et les prestations reçues par les chancelleries des pays membres de l'Union basées à l'étranger (6,1%).

3. Il s'agit principalement des dépenses de pèlerinages, des étudiants, des malades prenant des soins à l'étranger et des fonctionnaires en mission.

3.5.2 Structure des importations de services

Les importations de services sont composées pour plus de la moitié des charges de transport en 2014 (55,3%). Les transports de marchandises constituent le principal poste des services, en raison de la forte dépendance des pays de l'Union d'une gamme variée de partenaires à travers le monde et de l'insuffisance des moyens de transports détenus par des résidents de l'Union. Les déplacements à l'étranger des résidents de l'Union restent également tributaires des compagnies non résidentes dans une large mesure. Les transports sont suivis des prestations fournies par des non-résidents aux entreprises locales (11,2% contre 14,7 en 2013) et des dépenses de voyage (9,9% en 2014 contre 9,2% en 2013). Le reste, représentant moins de 20%, est principalement composé des services d'assurance, des dépenses des ambassades des pays de l'Union accréditées à l'étranger et des commissions versées aux intermédiaires financiers non-résidents.

Graphique 11 : Structure des importations des services



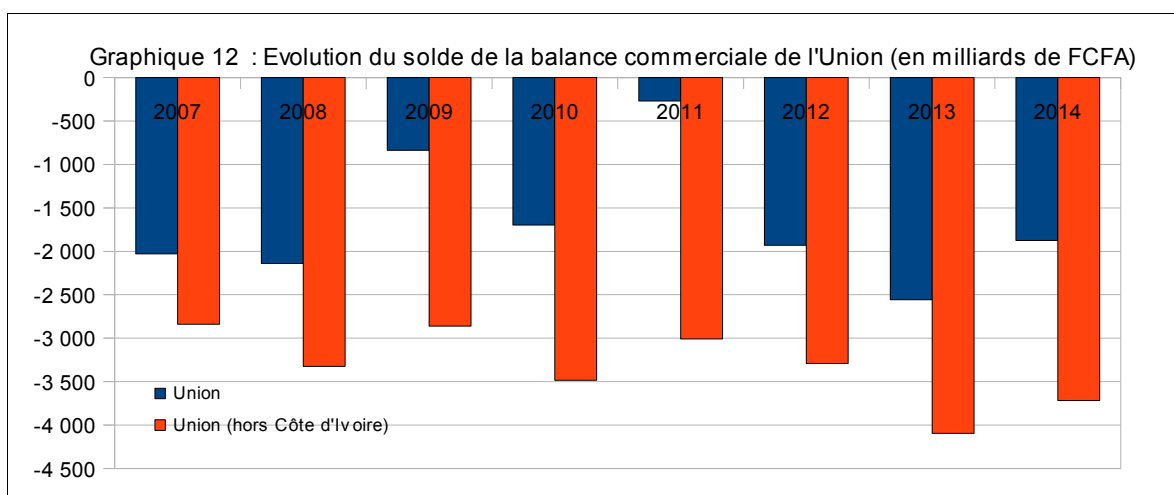
Sources : Statistiques douanières et BCEAO

IV. EVOLUTION DU SOLDE DES ECHANGES COMMERCIAUX DE 2013 A 2014

4.1 Caractéristiques globales du solde des échanges commerciaux

Le déficit commercial⁴ de l'Union, établi sur la base des statistiques douanières, s'est amélioré en 2014. Pour l'ensemble de l'Union, le solde commercial est ressorti déficitaire de 1.874,7 milliards ou 3,9% du PIB en 2014, contre 2.557,0 milliards ou 5,7% du PIB en 2013, soit une réduction de 1,8 point de pourcentage du PIB. Hors Côte d'Ivoire, seul pays de l'Union au commerce extérieur structurellement excédentaire, ce déficit est ressorti à 3.718,7 milliards ou 7,7% du PIB en 2014. Le déficit structurel dans les autres Etats s'améliorerait cependant d'une année à l'autre, le déficit commercial qui serait enregistré pour l'Union en l'absence des données de la Côte d'Ivoire étant ressorti à 9,1% du PIB en 2013.

4. Ce solde est calculé en base FOB-FOB. Les importations étant en valeur CAF, elles ont été ajustées de -15,0% pour en déduire le fret et l'assurance. Ce taux de 15,0% correspond au niveau moyen estimé à partir des taux en valeur CAF pour obtenir le montant en valeur FOB au niveau des pays de l'Union.



Sources : Statistiques douanières et BCEAO

La baisse du déficit de la balance commerciale de 1,8 point de pourcentage du PIB est en rapport avec l'amélioration des termes de l'échange⁵, indicateur du pouvoir d'achat des exportations. Déterminés à partir de l'évolution des prix moyens des produits échangés, ils se sont inscrits en hausse, de 29,6% en 2014, contre une baisse de 8,8% en 2013 en raison notamment de la diminution des cours internationaux du pétrole et de l'appréciation du dollar US par rapport à l'euro.

Tableau 10 : Evolution des termes de l'échange de l'UEMOA

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Exportations totales en valeur (en millions de FCFA)	6 009 550,1	6 761 269,0	6 420 982,0	7 539 719,9	8 252 432,6	9 333 425,6	10 500 045,8	11 223 266,6	11 535 280,7	12 271 998,3
Exportations totales en quantité (en millier de tonnes)	16 850,0	19 614,6	19 046,4	16 565,0	18 697,5	18 829,5	18 144,0	20 597,2	23 228,1	19 173,0
Prix moyen des exports (en FCFA/Kg)	356,7	344,7	337,1	455,2	441,4	495,7	578,7	544,9	496,6	640,1
Indice de volume des exports base 100 en 2005	100,0	116,4	113,0	98,3	111,0	111,7	107,7	122,2	137,9	113,8
Indice de prix moyen des exports base 100 en 2005	100,0	96,7	94,5	127,6	123,8	139,0	162,3	152,8	139,2	179,5
Importations totales en valeur (en millions de FCFA)	8 390 635,8	8 890 742,6	10 051 517,1	11 386 499,4	10 692 889,7	12 975 610,2	12 668 532,6	15 475 621,9	16 579 164,3	16 643 127,5
Importations totales en quantité (en millier de tonnes)	27 521,9	27 144,0	30 873,8	30 620,1	31 989,4	33 489,5	31 217,1	36 600,0	39 219,5	39 583,2
Prix moyen des imports (en FCFA/Kg)	304,9	327,5	325,6	371,9	334,3	387,5	405,8	422,8	422,7	420,5
Indice de volume des imports base 100 en 2005	100,0	98,6	112,2	111,3	116,2	121,7	113,4	133,0	142,5	143,8
Indice de prix moyen des imports base 100 en 2005	100,0	107,4	106,8	122,0	109,6	127,1	133,1	138,7	138,7	137,9
Indice des volume base 100 en 2005	100,0	118,0	100,8	88,4	95,5	91,8	94,9	91,9	96,7	79,1
Taux de croissance en %	-12,8	18,0	-14,6	-12,3	8,0	-3,8	3,4	-3,2	5,2	-18,2
Termes de l'échange base 100 en 2005	100,0	90,0	88,5	104,6	112,9	109,4	121,9	110,2	100,4	130,1

Sources : Statistiques douanières et BCEAO

Par ailleurs, le taux de couverture des importations par les exportations a progressé de 4,1 points de pourcentage pour ressortir à 73,7% en 2014, contre 69,6% un an plus tôt.

L'examen du profil du commerce extérieur de l'Union révèle un taux d'ouverture commerciale⁶ en nette progression depuis le début des années 1990, en raison d'une forte augmentation des flux commerciaux des biens. Toutefois, le taux d'ouverture des pays de l'Union au reste du monde est en baisse de 1,3 point, passant de 31,4 % en 2013 à 30,1% en 2014.

5. Ils sont mesurés par le rapport entre l'indice des prix à l'exportation et celui des prix à l'importation, établis à partir de la structure des échanges par groupes de produits. L'année 2005 a été utilisée comme base, dans la mesure où elle sert de point de départ de la collecte des données selon la nomenclature SH4.

6. L'indicateur utilisé ici est une mesure du poids des échanges extérieurs des biens dans l'activité économique intérieure. Le degré d'ouverture d'une économie correspond à la somme des exportations et des importations de biens et services rapportée au PIB.

4.2 Solde commercial par groupe de produits

Pour les besoins de l'analyse, les exportations et les importations ont été classées en trois groupes, à savoir (i) les produits alimentaires⁷, (ii) les produits pétroliers et (iii) les autres produits⁸. La répartition du déficit des échanges commerciaux indique qu'il est imputable aux produits énergétiques et aux autres produits à hauteur respectivement de 0,9% et 5,0%. Cette situation s'explique par une forte dépendance énergétique des pays de l'UEMOA, notamment à l'égard du pétrole, car la quasi-totalité de leurs besoins énergétiques est importée. En outre, les importations des pays de l'Union d'autres produits n'ont cessé d'augmenter ces dernières années, en liaison notamment avec la mise en place des programmes d'investissements publics et privés, qui induisent d'importants besoins en biens d'équipement et intermédiaires.

Tableau 11 : Evolution du solde commercial par groupe de produits (en % du PIB)

Solde par produits	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Produits alimentaires	1,3	0,1	2,2	1,1	-0,7	-2,0	-2,3	-3,4	-3,8	-1,6	-2,2	-1,0	-0,6	0,0	2,0
Produits pétroliers	-2,0	-1,9	-1,0	-1,3	-1,5	-3,8	-2,4	-3,9	-2,1	-1,5	-3,6	-4,1	-3,2	-3,6	-0,9
Autres produits	1,4	2,7	3,7	1,9	2,7	1,3	1,7	-0,4	-0,8	0,6	1,1	4,4	-0,8	-2,1	-5,0
Ensemble	0,7	0,9	4,9	1,6	0,5	-4,5	-3,1	-7,8	-6,7	-2,5	-4,7	-0,7	-4,6	-5,7	-3,9

4.3 Solde commercial vis-à-vis des principaux partenaires

Après une détérioration du déficit commercial, observée dans les pays de l'Union en 2013, le solde des flux commerciaux s'est amélioré en 2014 vis-à-vis de l'ensemble des principaux groupes de pays partenaires à l'exception de l'Union européenne.

Le solde commercial avec le continent asiatique est ressorti déficitaire de 1.750,7 milliards en 2014, contre 2.073,3 milliards une année plus tôt, soit une amélioration de 15,6%. Cette évolution favorable du déficit vis-à-vis des pays asiatiques, d'une année à l'autre, est essentiellement imputable au recul des importations de biens alimentaires, énergétiques et de biens d'équipement plus important que les exportations à destination de ce continent.

Avec les pays de l'Union Européenne, le solde déficitaire de l'Union s'est dégradé, pour s'établir à 1.295,0 milliards en 2014, contre 1.216,1 milliards en 2013, en relation avec le flux significatif des importations de céréales, de pétrole raffiné et, dans une moindre mesure, de l'accroissement des acquisitions des biens d'équipement et intermédiaires. Cette évolution traduit l'aggravation du déficit commercial avec la France, le Royaume-Uni et la Belgique.

S'agissant du continent américain, le solde commercial vis-à-vis de l'Union est également déficitaire, passant de 548,2 milliards en 2013 à 527,6 milliards en 2014, du fait de la hausse des importations en provenance du Brésil.

En revanche, au niveau du continent africain, hormis le Nigeria, le solde des échanges commerciaux est ressorti excédentaire avec les principaux partenaires, notamment avec le Ghana, la CEMAC et l'Afrique du Sud.

7. Comprend le cacao, le café, les céréales, les farines, les graines oléagineuses, fruits et légumes, les produits de l'élevage et de la pêche, les boissons, les pâtes alimentaires, etc.

8. Pour les exportations, il s'agit principalement des produits miniers (or, uranium et phosphates), des produits chimiques, du ciment, du coton, du caoutchouc, du bois, etc. Au niveau des importations, les autres produits sont essentiellement constitués des biens d'équipement et intermédiaires.

Le déficit commercial des échanges entre l'UEMOA et les autres pays de la CEDEAO s'est amélioré, en liaison avec le repli des importations de pétrole brut imputable à la baisse des cours sur le marché international. En effet, le déficit commercial⁹ est passé de 590,0 milliards en 2013 à 244,2 milliards en 2014, soit une amélioration de 345,8 milliards.

Tableau 12 : Evolution du solde commercial par partenaire (en % du PIB)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Europe	5,2	1,7	1,3	-1,9	-1,6	-2,8	-2,5	0,0	-1,7	-0,3	-1,4	-1,2	-1,0
<i>Dont Zone euro</i>	3,8	1,6	1,1	-2,0	-1,5	-2,8	-1,7	-0,7	-2,2	-3,2	-2,0	-2,1	-2,7
Afrique	1,1	0,0	-1,2	-0,4	1,6	0,5	0,9	1,9	2,3	2,5	1,3	0,6	1,2
Amérique	1,4	1,0	1,2	1,2	0,3	-0,8	-0,9	-0,5	-0,5	0,5	-1,0	-1,2	-1,1
Asie	-2,9	-1,3	-1,1	-2,7	-2,3	-3,4	-4,8	-4,4	-5,1	-3,3	-4,1	-4,6	-3,6
Autres pays	0,1	0,3	0,3	-0,7	-1,1	-1,3	0,5	0,5	0,3	-0,1	0,7	0,8	0,7
Total	4,9	1,6	0,5	-4,5	-3,1	-7,8	-6,7	-2,5	-4,7	-0,7	-4,6	-5,7	-3,9

Sources : Statistiques douanières et BCEAO

4.4 Contribution des pays membres de l'UEMOA au solde commercial

L'évolution du solde commercial des pays membres de l'UEMOA, rapporté au PIB indique que le Sénégal (-2,9%), le Bénin (-2,1%), le Togo (-1,0%), le Niger (-0,8%), le Mali (-0,5%) et le Burkina (-0,4%) sont à l'origine des déficits enregistrés au cours de l'année 2014. La contribution de la Côte d'Ivoire est ressortie positive de 3,8% du PIB, soit le même niveau un an plus tôt. En dehors du Niger et de la Guinée-Bissau, du fait de la forte dépendance de ces pays vis-à-vis des produits de l'acquisition de biens d'équipement et intermédiaires, les balances des biens se sont améliorées dans les autres pays de l'UEMOA.

L'impact négatif du solde des échanges au niveau de l'Union est atténué par l'excédent engrangé structurellement par la Côte d'Ivoire, en liaison notamment avec la hausse des exportations de cacao, de coton, d'anacarde et d'or. Le ralentissement dans l'évolution de l'excédent commercial de la Côte d'Ivoire s'explique notamment par l'importance des importations en biens d'équipement et intermédiaires nécessaires à la mise en œuvre de la deuxième génération du programme national développement (PND).

9. Il s'agit du solde commercial FOB-FOB

Tableau 13 : Contribution des Etats membres de l'Union au solde commercial (en % du PIB de l'UEMOA)

	2002	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Bénin	-1,2	-1,0	-1,3	-1,7	-1,6	-1,8	-1,9	-1,8	-1,9	-2,8	-2,1
Burkina	-1,0	-1,4	-1,5	-1,5	-1,8	-1,3	-0,8	0,1	-0,9	-1,4	-0,4
Côte d'Ivoire	8,7	3,8	5,2	2,5	3,7	6,1	5,0	7,2	3,2	3,4	3,8
Guinée-Bissau	0,0	-0,1	-0,1	0,1	-0,1	-0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Mali	0,3	-0,5	-0,1	-0,7	-1,3	-0,5	-1,2	-0,6	-0,4	-0,5	-0,5
Niger	-0,3	-0,3	-0,5	-0,6	-0,5	-1,1	-1,7	-0,8	-0,3	-0,1	-0,8
Sénégal	-1,5	-3,3	-3,3	-4,3	-4,9	-2,8	-2,6	-3,1	-3,5	-3,2	-2,9
Togo	0,1	-1,7	-1,6	-1,5	-0,4	-1,1	-1,4	-1,8	-0,8	-1,1	-1,0
Union	4,9	-4,5	-3,1	-7,8	-6,7	-2,5	-4,7	-0,7	-4,6	-5,7	-3,9
Union (hors Côte d'Ivoire)	-3,8	-8,3	-8,3	-10,3	-10,5	-8,6	-9,7	-8,0	-7,8	-9,1	-7,7

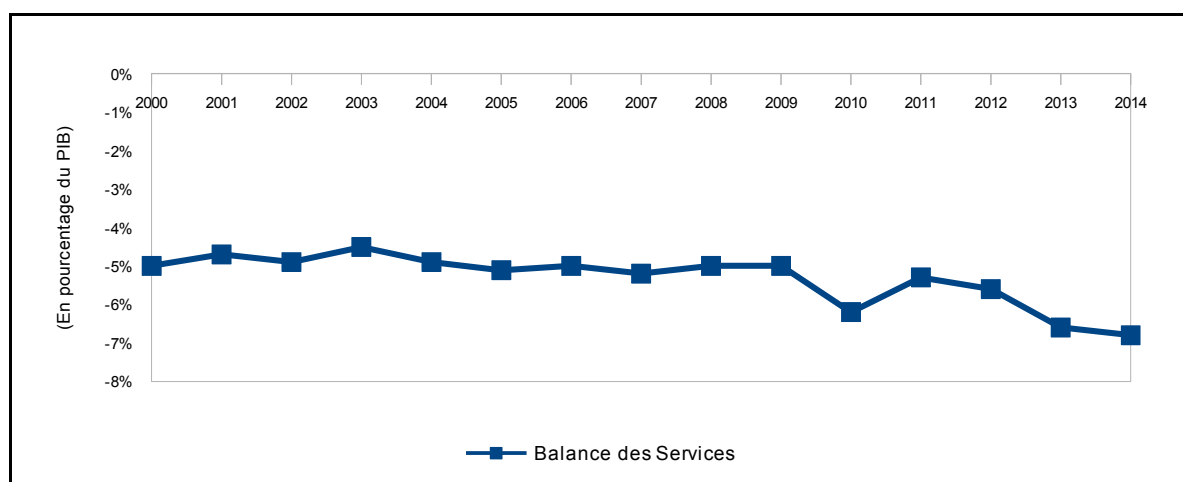
Sources : Statistiques douanières et BCEAO

4.5 Balance des services

Le déficit du solde des services a augmenté, en raison essentiellement de l'alourdissement de la facture du fret et l'accroissement de la consommation de divers services spécialisés.

Le solde structurellement déficitaire de la balance des services de l'Union s'est aggravé en passant de 2.942,1 milliards ou 6,6% du PIB en 2013 à 3.241,4 milliards ou 6,8% du PIB en 2014, soit une dégradation de 0,2 point de pourcentage. Cette évolution s'explique notamment par l'accroissement du fret des marchandises, de la consommation des autres services spécialisés, sollicités auprès des non-résidents par les secteurs des industries extractives et des télécommunications en pleine expansion, ainsi que par l'assistance technique reçue par certains pays de l'Union dans le cadre des opérations de sécurisation et de maintien de la paix.

Graphique 13 : Evolution de la balance des services entre 2000-2014



Source : BCEAO

La dépendance des pays de l'Union d'une gamme assez variée de services extérieurs et la faible diversification de l'offre des services dans ces pays constituent les principales sources de vulnérabilité du commerce extérieur de l'Union, en raison de la forte sensibilité du solde des services à des facteurs à la fois internes et externes. Au plan interne, l'instabilité socio-politique et la montée de l'insécurité agissent négativement sur les flux touristiques. Par

ailleurs, les activités touristiques sont également tributaires de l'évolution des revenus dans les pays industrialisés, qui sont à l'origine de l'essentiel des recettes encaissées dans les pays de l'Union.

Dans ces conditions, le déficit du commerce des services est ressorti à 6,8% du PIB en 2014, contre 3,9% pour celui des biens.

CONCLUSION

L'évolution des **échanges extérieurs en 2014** laisse apparaître une amélioration du solde déficitaire des biens et services de 1,6 point de pourcentage. Les raisons de ce recul sont de nature conjoncturelle, avec la baisse des cours des produits pétroliers, dont les pays de l'Union sont importateurs nets et l'appréciation du dollar US par rapport à l'euro. Par ailleurs, des raisons structurelles, liées au faible degré de compétitivité et de diversification des économies de l'Union ainsi qu'à la dépendance des pays de l'UEMOA vis-à-vis des services spécialisés, ont contribué au ralentissement de l'amélioration du solde déficitaire de la balance commerciale.

La consolidation de la viabilité externe des pays de l'Union nécessite un redressement durable du profil des échanges extérieurs, au regard de leur importance dans la position extérieure desdits Etats. Les actions à privilégier, dans cette perspective, devraient viser l'amélioration de la compétitivité des économies, à travers notamment, la mise en œuvre de mesures à même de favoriser le développement de la transformation locale des produits de base ainsi que l'exploitation de nouvelles niches d'exportation.

Les politiques devraient également être axées sur la réduction de la dépendance des pays de l'Union d'une gamme assez variée de services extérieurs et la faible diversification de leurs offres de services. A cet égard, les pays de l'Union devraient mettre en place des actions visant une meilleure exploitation du potentiel touristique et un accroissement de l'offre locale de services de transport, d'engineering et des bâtiments et travaux publics, en vue de réduire la demande extérieure nette de services qui constitue la principale source du déficit courant de l'Union.

Par ailleurs, le développement du tissu industriel des pays de l'Union, en particulier, à travers l'émergence de grandes entreprises à l'échelle communautaire, à même de réaliser des projets d'investissement d'envergure, revêt également un caractère prioritaire.

LISTE DES ANNEXES

Tableau 1 : Evolution de l'orientation géographique des exportations de l'Union (en pourcentage)

Tableau 2 : Evolution de l'orientation géographique des importations de l'Union (en pourcentage)

Tableau 3 : Evolution de l'orientation géographique des échanges extérieurs de l'Union (en pourcentage)

Tableau 4 : Principaux produits échangés par le Bénin (en milliards de FCFA)

Tableau 5 : Principaux produits échangés par le Burkina (en milliards de FCFA)

Tableau 6 : Principaux produits échangés par la Côte d'Ivoire (en milliards de FCFA)

Tableau 7 : Principaux produits échangés par la Guinée-Bissau (en milliards de FCFA)

Tableau 8 : Principaux produits échangés par le Mali (en milliards de FCFA)

Tableau 9 : Principaux produits échangés par le Niger (en milliards de FCFA)

Tableau 10 : Principaux produits échangés par le Sénégal (en milliards de FCFA)

Tableau 11 : Principaux produits échangés par le Togo (en milliards de FCFA)

Tableau 12 : Principaux produits échangés par l'UEMOA (en milliards de FCFA)

Tableau 13 : Principaux produits échangés par le Bénin (en milliers de tonnes)

Tableau 14 : Principaux produits échangés par le Burkina (en milliers de tonnes)

Tableau 15 : Principaux produits échangés par la Côte d'Ivoire (en milliers de tonnes)

Tableau 16 : Principaux produits échangés par la Guinée-Bissau (en milliers de tonnes)

Tableau 17 : Principaux produits échangés par le Mali (en milliers de tonnes)

Tableau 18 : Principaux produits échangés par le Niger (en milliers de tonnes)

Tableau 19 : Principaux produits échangés par le Sénégal (en milliers de tonnes)

Tableau 20 : Principaux produits échangés par le Togo (en milliers de tonnes)

Tableau 21 : Principaux produits échangés par l'UEMOA (en milliers de tonnes)



Tableau 1 : Evolution de l'orientation géographique des exportations de l'Union (en pourcentage)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
I. EUROPE	66,2	70,2	62,3	47,2	45,3	48,3	43,0	46,7	42,8	44,4	44,5	45,3	42,9
I.1. Union européenne	59,9	64,9	60,2	38,5	41,1	43,3	40,0	38,8	33,3	30,4	29,8	32,7	29,3
I.1.1. Zone euro	51,6	58,8	57,0	33,8	35,5	36,3	35,0	34,5	28,6	20,0	26,3	29,9	26,0
- France	15,2	23,8	29,9	18,3	16,9	18,3	13,1	11,2	7,2	8,1	7,7	8,7	7,6
- Allemagne	3,4	2,7	1,7	1,3	3,1	2,4	5,4	5,0	3,3	4,5	4,7	4,3	2,8
- Belgique	0,0	0,0	0,0	0,3	0,4	2,1	1,9	0,4	2,3	2,4	2,6	3,0	3,2
- Italie	4,6	4,3	6,0	3,1	3,6	3,4	3,0	3,3	3,3	2,4	2,1	1,7	2,3
- Pays-Bas	23,2	22,1	13,7	8,5	7,2	6,9	8,4	9,8	9,4	7,6	5,7	6,6	6,9
- Autres pays de la Zone euro	5,2	5,9	5,7	2,2	4,2	3,3	3,2	4,8	3,0	3,1	3,5	5,8	3,3
I.1.2. Autres pays de l'Union européenne	8,4	6,1	3,1	4,7	5,6	7,1	5,0	4,3	4,7	7,4	3,5	2,8	3,3
- Grande Bretagne	3,2	3,8	2,7	1,2	3,1	3,3	2,6	2,5	2,2	1,0	1,7	1,6	1,7
- Autres autres pays de l'UE	5,1	2,3	0,5	3,4	2,5	3,8	2,4	1,7	2,5	9,4	1,8	1,2	1,5
I.2. Autres pays européens	6,3	5,3	2,1	8,7	4,2	4,9	2,9	7,9	9,4	14,0	14,7	12,6	13,6
- Suisse	3,1	3,0	1,6	5,3	1,9	1,4	2,5	6,0	9,1	12,7	13,1	11,3	11,7
II. AFRIQUE	16,9	12,7	15,2	23,5	28,9	28,4	33,1	29,3	33,3	27,0	29,2	27,4	27,4
II.1. CEDEAO	13,6	8,4	11,6	15,0	13,6	15,3	16,9	15,5	18,0	14,4	14,7	12,9	10,6
II.1.1. Nigeria	10,3	3,7	9,5	7,3	7,1	8,4	9,1	8,2	9,4	8,1	8,1	7,7	5,0
II.1.2. Ghana	2,6	2,8	3,1	3,2	2,4	3,1	4,2	4,8	5,9	2,9	3,6	3,3	3,2
II.2. CEMAC	2,3	3,3	2,8	2,6	2,7	3,2	3,7	2,6	3,4	2,3	2,6	3,4	3,7
II.3. Autres pays d'Afrique	1,0	1,0	0,7	5,9	12,6	9,9	12,6	11,1	11,9	10,2	11,9	11,1	13,1
Dont Afrique du Sud	0,3	0,4	0,3	4,2	9,9	8,9	10,2	8,2	8,6	11,7	10,8	10,9	12,4
III. AMERIQUE	10,1	9,4	13,4	15,3	10,3	7,5	9,2	8,5	9,9	12,5	9,0	9,5	8,7
II.1. Etats-Unis	9,2	8,8	12,3	11,0	6,9	5,3	7,7	6,5	7,4	7,7	5,2	5,8	6,0
II.2. Canada	0,1	0,3	0,6	0,2	1,1	1,1	0,3	1,0	1,6	3,5	2,6	2,2	1,7
II.3. Brésil	0,0	0,0	0,0	0,3	0,4	0,7	0,7	0,6	0,4	0,8	0,8	0,3	0,4
II.4. Autres pays d'Amérique	0,8	0,3	0,5	3,8	1,9	0,4	0,5	0,4	0,5	0,5	0,4	1,2	0,6
III. ASIE	6,2	7,2	7,7	13,2	12,1	13,4	11,5	11,2	11,6	14,5	15,2	15,8	18,6
III.1. Chine	0,8	1,7	1,3	4,3	5,5	3,9	1,3	1,9	1,2	2,2	3,2	3,3	2,2
III.2. Inde	2,1	1,7	2,2	4,3	2,4	3,9	4,0	3,7	3,4	4,3	4,6	2,5	4,5
III.3. Japon	0,2	0,3	0,2	0,2	0,3	0,8	0,7	0,2	0,6	0,6	0,5	0,3	0,2
III.4. Thaïlande	0,3	0,4	0,2	0,5	0,6	0,5	0,5	0,2	0,3	0,3	0,1	0,3	1,4
III.5. Autres pays d'Asie	2,8	3,0	3,8	3,8	3,3	4,3	4,9	5,2	6,2	7,1	6,8	9,3	10,3
IV. AUTRES PAYS	0,6	0,5	1,5	0,9	3,3	2,5	3,3	4,3	2,4	1,6	2,1	2,0	2,5
V. TOTAL EXPORT FOB	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Statistiques douanières, BCEAO

Tableau 2 : Evolution de l'orientation géographique des importations de l'Union (en pourcentage)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
I. EUROPE	53,1	64,9	55,5	45,1	45,3	43,8	40,5	40,9	40,8	43,3	41,2	39,4	39,1
I.1. Union européenne	50,1	64,2	54,4	40,8	40,9	39,6	36,6	37,4	37,6	37,5	34,9	35,0	34,5
I.1.1. Zone euro	42,6	53,5	51,2	35,0	36,5	35,7	31,9	33,3	31,3	31,8	28,6	30,7	30,8
- France	26,7	40,4	40,0	22,5	22,1	20,3	15,9	15,6	14,6	14,1	13,8	12,8	13,8
- Allemagne	4,5	3,5	3,2	2,0	2,4	2,6	2,8	3,5	2,8	2,9	2,6	2,8	3,1
- Belgique	0,0	0,0	0,0	2,0	2,1	2,2	2,5	1,9	2,5	2,1	2,7	2,8	3,1
- Espagne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Italie	5,8	3,9	3,3	2,4	2,2	1,9	1,9	2,1	1,8	2,3	1,8	1,7	1,9
- Portugal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Pays-Bas	4,4	4,1	3,1	3,1	3,5	3,4	4,3	5,8	6,1	5,4	3,0	6,1	4,6
- Autres pays de la Zone euro	1,3	1,6	1,5	3,1	4,2	5,3	4,4	4,5	3,4	10,3	7,6	10,7	9,0
I.1.2. Autres pays de l'Union européenne	7,5	10,6	3,2	5,8	4,4	4,0	4,7	4,1	6,4	5,8	6,3	4,3	3,7
- Grande Bretagne	3,1	8,7	2,9	3,7	3,6	2,4	3,4	2,7	4,2	3,1	4,2	2,1	2,1
- Autres autres pays de l'UE	4,4	2,0	0,3	2,1	0,8	1,5	1,3	1,4	2,2	2,7	2,2	2,1	1,7
I.2. Autres pays européens	3,0	0,7	1,1	4,4	4,4	4,1	3,9	3,4	3,1	5,8	6,3	4,4	4,6
I.2.1. Russie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Suisse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7	0,7	0,5	0,5
I.2.3. Autres autres pays européens	3,0	0,7	1,1	4,4	4,4	4,1	3,9	3,4	3,1	5,1	5,6	3,9	4,1
II. AFRIQUE	14,5	13,6	21,0	20,4	18,7	18,0	20,9	18,2	18,7	15,5	19,1	18,8	18,1
II.1. CEDEAO	8,6	9,0	16,7	15,3	13,9	13,6	16,3	11,7	13,5	11,2	15,3	14,7	10,7
II.1.1. Nigeria	7,5	7,5	14,6	13,5	11,9	11,4	14,7	10,5	12,0	10,1	13,5	12,8	10,6
II.1.2. Ghana	0,8	0,3	0,3	1,6	1,5	1,7	1,5	1,2	0,9	1,2	1,6	1,6	1,8
II.2. CEMAC	1,7	0,8	0,8	1,7	1,3	1,1	0,8	0,7	0,7	0,5	0,4	0,7	2,1
II.3. Autres pays d'Afrique	4,3	3,8	3,5	3,3	3,4	3,3	3,8	5,7	4,5	3,8	3,3	3,4	5,3
Dont Afrique du Sud	2,3	1,9	1,2	1,7	1,9	1,9	2,2	2,6	3,0	2,0	1,9	1,7	1,7
III. AMERIQUE	4,9	4,6	7,3	7,6	7,8	8,2	9,9	9,5	9,8	9,8	11,1	11,8	11,4
II.1. Etats-Unis	4,3	4,0	3,5	3,0	3,8	3,3	3,8	3,7	4,6	4,4	4,3	7,6	4,1
II.2. Canada	0,5	0,3	2,7	0,4	0,3	0,3	0,6	0,5	0,6	0,5	0,6	0,8	0,5
II.3. Brésil	0,0	0,0	0,0	2,4	1,9	2,1	2,1	2,5	1,4	2,1	1,7	1,5	1,1
II.4. Autres pays d'Amérique	0,1	0,3	1,2	1,8	1,8	2,5	3,4	2,8	3,1	2,8	4,4	1,8	5,8
III. ASIE	24,0	14,7	13,1	21,3	19,3	21,6	26,1	28,0	28,0	26,9	27,2	28,8	29,4
III.1. Chine	3,7	4,7	3,7	4,4	5,8	7,0	9,0	11,3	13,5	10,5	9,8	11,0	11,5
III.2. Inde	3,5	2,5	1,4	2,4	2,7	3,3	2,6	2,7	2,1	2,5	4,8	5,2	5,8
III.3. Japon	3,4	2,0	2,8	1,8	2,5	2,2	2,7	2,5	2,4	2,3	2,4	2,4	2,0
III.4. Thaïlande	3,1	2,6	3,5	2,9	2,6	3,3	4,8	3,9	2,8	3,1	2,5	2,4	3,5
III.5. Autres pays d'Asie	10,4	3,0	1,8	9,7	5,8	5,9	7,0	7,5	7,2	8,4	7,7	7,8	6,6
IV. AUTRES PAYS	3,4	2,3	3,0	5,6	8,9	8,4	2,6	3,5	2,8	4,5	1,5	1,2	1,9
V. TOTAL IMPORT CAF	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Statistiques douanières, BCEAO

Tableau 3 : Evolution de l'orientation géographique des échanges extérieurs de l'Union (en pourcentage)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
I. EUROPE	59,8	67,4	58,6	46,0	45,3	45,4	41,4	43,3	41,6	43,8	42,5	41,8	40,7
I.1. Union européenne	55,1	64,5	57,1	39,8	41,0	41,0	37,9	38,0	35,9	34,4	32,8	34,1	32,4
I.1.1. Zone euro	47,2	56,0	53,9	34,5	36,1	35,9	33,1	33,8	30,2	26,5	27,6	30,4	28,8
- France	20,8	32,5	35,4	20,8	19,9	19,6	14,8	13,7	11,6	11,5	11,3	11,2	11,2
- Allemagne	3,9	3,2	2,5	1,7	2,7	2,5	3,8	4,1	3,0	3,6	3,4	3,4	3,0
- Belgique	0,0	0,0	0,0	1,3	1,4	2,2	2,3	1,3	2,4	2,2	2,7	2,9	3,1
- Italie	5,2	4,1	4,6	2,7	2,8	2,4	2,3	2,6	2,4	2,3	2,0	1,7	2,1
- Pays-Bas	14,0	12,6	7,9	5,3	5,1	4,7	5,9	7,5	7,4	6,4	4,1	6,3	5,5
- Autres pays de la Zone euro	3,3	3,6	3,4	2,7	4,2	4,6	4,0	4,6	3,2	3,5	5,9	8,8	6,6
I.1.2. Autres pays de l'Union européenne	7,9	8,5	3,2	5,3	4,9	5,1	4,8	4,2	5,7	7,9	5,2	3,7	3,5
- Grande Bretagne	3,2	6,4	2,8	2,7	3,4	2,7	3,1	2,6	3,4	2,2	3,2	1,9	1,9
- Autres autres pays de l'UE	4,8	2,1	0,4	2,7	1,5	2,4	1,7	1,5	2,3	5,7	2,0	1,8	1,6
I.2. Autres pays européens	4,7	2,9	1,6	6,1	4,3	4,4	3,5	5,3	5,7	9,4	9,7	7,7	8,3
- Suisse	1,6	1,4	0,7	2,1	0,8	0,5	1,0	2,6	3,7	6,0	5,8	4,8	5,1
II. AFRIQUE	15,7	13,2	18,3	21,6	23,0	21,8	25,6	22,9	24,7	20,6	23,2	22,2	21,9
II.1. CEDEAO	11,2	8,7	14,4	15,2	13,8	14,2	16,5	13,4	15,3	12,6	15,1	14,0	10,7
II.1.1. Nigeria	9,0	5,7	12,3	11,0	9,9	10,3	12,6	9,5	10,9	9,2	11,3	10,8	8,3
II.1.2. Ghana	1,7	1,5	1,6	2,3	1,9	2,2	2,5	2,7	2,9	2,0	2,4	2,3	2,4
II.2. CEMAC	2,0	2,0	1,7	2,1	1,9	1,9	1,9	1,6	1,8	1,3	1,3	1,8	2,8
II.3. Autres pays d'Afrique	2,6	2,5	2,3	4,3	7,3	5,8	7,2	8,0	7,5	6,7	6,8	6,4	8,5
Dont Afrique du Sud	1,3	1,1	0,8	2,7	5,3	4,5	5,3	5,0	5,3	6,3	5,5	5,4	6,1
III. AMERIQUE	7,6	6,8	10,1	10,7	8,9	8,0	9,6	9,0	9,8	11,0	10,2	10,9	10,3
II.1. Etats-Unis	6,8	6,3	7,5	6,2	5,1	4,0	5,3	4,9	5,8	5,9	4,7	6,9	4,9
II.2. Canada	0,3	0,3	1,7	0,3	0,7	0,6	0,5	0,7	1,0	1,8	1,4	1,3	1,0
II.3. Brésil	0,0	0,0	0,0	1,5	1,3	1,6	1,5	1,7	1,0	1,5	1,3	1,0	0,8
II.4. Autres pays d'Amérique	0,5	0,3	0,9	2,6	1,8	1,7	2,3	1,8	2,1	1,8	2,8	1,6	3,6
III. ASIE	14,9	11,1	10,6	18,0	16,3	18,6	20,5	20,8	21,3	21,4	22,3	23,6	25,0
III.1. Chine	2,2	3,3	2,6	4,3	5,7	5,8	6,1	7,3	8,5	6,8	7,1	8,0	7,7
III.2. Inde	2,8	2,1	1,8	3,2	2,6	3,5	3,1	3,1	2,7	3,3	4,7	4,2	5,3
III.3. Japon	1,7	1,2	1,6	1,2	1,5	1,7	1,9	1,5	1,7	1,5	1,6	1,6	1,3
III.4. Thaïlande	1,6	1,5	2,0	1,9	1,8	2,2	3,2	2,3	1,7	1,9	1,5	1,6	2,6
III.5. Autres pays d'Asie	6,5	3,0	2,7	7,3	4,8	5,3	6,2	6,5	6,8	7,8	7,3	8,3	8,1
IV. AUTRES PAYS	2,0	1,4	2,3	3,7	6,6	6,2	2,9	3,9	2,6	3,2	1,8	1,5	2,1
V. TOTAL ECHANGES	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Statistiques douanières, BCEAO

Tableau 4 : Principaux produits échangés par le Bénin (en milliards de FCFA)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
EXPORTATION FOB	162,0	334,9	259,9	256,3	203,9	148,2	314,8	473,5
Produits du cacao	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits du café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0
Produits du coton	64,2	75,2	63,4	57,1	52,3	67,6	122,5	150,4
Produits de l'arachide	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2	0,0
Produits de l'anacarde	8,4	12,5	13,8	11,8	17,2	25,8	30,8	32,4
Or et métaux précieux	3,8	3,4	6,1	11,4	7,4	0,0	10,6	10,8
Phosphate	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Uranium	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits pétroliers	12,2	138,6	50,4	19,6	16,2	0,0	18,3	51,8
Produits de la pêche	0,2	0,0	0,1	0,7	0,7	0,1	0,2	0,5
Produits chimiques	0,7	0,6	1,3	1,4	1,4	1,7	1,7	3,7
Huile de palme	2,0	4,6	7,4	2,5	0,8	1,3	1,3	0,1
Tabacs et cigarettes	14,6	6,3	7,1	0,0	0,0	0,2	0,4	0,2
Animaux vivants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Amande de karité et autres oléagineux	2,7	1,2	1,0	3,0	1,0	1,7	2,2	1,6
Caoutchouc	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bois et ouvrages en bois	2,2	2,2	2,1	2,3	3,0	8,0	8,7	6,2
Banane	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ananas	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
Oignons	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ciment et Clinker	2,1	0,0	0,0	0,0	0,0	1,1	6,4	19,2
IMPORTATION CAF	763,9	974,6	1002,4	1103,9	1031,1	1130,8	1868,9	1771,3
Biens de consommation	386,6	386,5	351,8	354,8	364,0	482,5	632,5	895,7
dont produits alimentaires	253,8	251,9	223,4	232,6	243,7	441,2	589,4	846,9
Produits énergétiques	160,0	330,5	386,0	509,6	404,6	248,0	204,8	253,7
Biens intermédiaires	122,8	130,2	144,6	126,9	142,5	198,7	216,6	177,5
Biens d'équipement	94,4	127,5	119,9	112,7	120,0	118,9	724,9	326,4

Sources : Statistiques douanières, BCEAO

Tableau 5 : Principaux produits échangés par le Burkina (en milliards de FCFA)

	2000	2001	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
EXPORTATION FOB	125,0	126,2	259,5	252,6	462,4	674,1	1143,0	1152,7	1225,7	1302,7
Produits du cacao	0,0	0,0	0,3	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits du café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
Produits du coton	74,3	75,2	142,5	89,8	120,2	114,7	131,8	153,6	222,0	248,4
Produits de l'arachide	0,0	0,0	0,1	2,2	0,3	0,1	0,0	0,0	0,3	0,0
Produits de l'anacarde	0,0	0,0	0,5	1,8	1,4	4,0	29,3	17,0	25,8	21,3
Or et métaux précieux	2,5	1,0	4,6	55,6	190,3	438,7	852,2	805,9	732,8	722,4
Phosphate	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Uranium	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits pétroliers	0,0	0,0	30,8	28,9	45,9	18,9	26,8	36,2	57,2	68,1
Produits de la pêche	0,0	0,0	0,4	0,5	0,5	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3
Produits chimiques	0,0	0,0	2,3	1,9	1,8	2,6	3,5	4,2	2,8	4,3
Huile de palme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Tabacs et cigarettes	0,0	0,0	4,7	4,4	3,7	3,6	3,1	2,0	0,4	0,0
Animaux vivants	9,1	9,6	4,7	10,3	8,1	5,1	5,2	2,5	2,4	5,8
Amande de karité et autres oléagineux	5,9	5,8	28,7	18,4	28,4	35,2	42,2	55,5	102,3	96,0
Caoutchouc	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bois et ouvrages en bois	0,0	0,0	0,6	0,1	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	0,0
Banane	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ananas	0,0	0,0	2,0	2,0	1,6	2,7	2,5	3,1	3,0	4,2
Oignons	0,0	0,0	0,1	0,3	0,0	0,0	0,2	0,5	0,3	0,3
Ciment et Clinker	0,0	0,0	0,0	0,2	3,6	1,1	0,1	0,0	0,0	0,0
IMPORTATION CAF	368,9	404,4	804,3	955,5	1046,0	1120,8	1296,5	1824,0	2156,4	1765,7
Biens de consommation	92,8	130,4	327,6	365,5	287,5	301,6	355,4	298,2	358,7	321,6
dont produits alimentaires	49,0	71,8	105,1	125,4	133,6	139,9	169,6	215,2	232,1	194,9
Produits énergétiques	81,0	83,3	197,1	234,8	251,4	253,2	324,0	471,6	563,7	553,5
Biens intermédiaires	95,3	102,4	178,3	229,9	225,9	277,5	287,9	426,1	504,5	391,1
Biens d'équipement	99,8	88,3	101,2	125,4	281,2	288,6	329,1	502,2	576,0	378,4

Sources : Statistiques douanières, BCEAO

Tableau 6 : Principaux produits échangés par la Côte d'Ivoire (en milliards de FCFA)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
EXPORTATION FOB	3865,6	4410,0	5077,2	5539,7	5797,5	6041,0	5969,0	6752,7
Produits du cacao	1053,8	1263,2	1753,6	1884,3	1969,4	1722,1	1931,8	2288,6
Produits du café	120,7	92,0	102,4	113,4	54,8	114,3	132,9	96,6
Produits du coton	55,5	44,2	41,3	70,3	78,0	127,6	149,4	176,9
Produits de l'arachide	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	0,5	0,6	0,3
Produits de l'anacarde	51,4	79,8	83,9	157,9	132,1	179,3	174,6	408,8
Or et métaux précieux	14,1	33,2	99,3	90,3	271,5	326,9	284,2	347,6
Phosphate	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Uranium	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits pétroliers	1271,5	1635,9	1559,4	1608,5	1740,4	2003,7	1657,8	1465,8
Produits de la pêche	82,2	88,4	80,3	68,3	87,4	101,8	103,8	80,3
Produits chimiques	138,4	158,6	161,6	147,9	153,6	172,5	169,2	195,1
Huile de palme	35,5	48,5	58,5	74,7	125,1	138,8	97,1	103,6
Tabacs et cigarettes	18,6	21,5	22,1	23,0	26,7	28,7	32,3	5,9
Animaux vivants	0,1	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Amande de karité et autres oléagineux	2,2	4,6	1,3	4,6	2,5	5,6	9,4	9,1
Caoutchouc	172,0	224,1	259,1	335,3	538,5	412,6	375,5	301,2
Bois et ouvrages en bois	170,2	170,8	102,8	115,2	97,1	106,0	103,1	111,2
Banane	60,5	53,2	53,1	67,1	63,2	71,2	74,6	69,1
Ananas	22,4	16,1	13,4	14,4	16,5	17,6	15,4	15,8
Oignons	0,0	0,0	0,0	1,1	0,3	0,2	0,1	0,3
Ciment et Clinker	37,8	33,3	26,2	15,8	7,0	5,9	7,3	14,0
IMPORTATION CAF	3705,5	3793,0	3593,0	4412,3	3595,6	5506,5	5212,0	5774,9
Biens de consommation	998,2	1184,6	1268,9	1706,1	1262,4	1082,7	971,8	1149,7
dont produits alimentaires	513,3	628,7	727,4	733,6	778,4	1005,3	900,9	895,2
Produits énergétiques	1367,7	1365,6	1006,7	1385,0	1274,1	1962,2	1588,0	1676,3
Biens intermédiaires	471,8	542,8	524,2	561,9	503,3	857,8	741,3	935,7
Biens d'équipement	867,7	699,9	793,1	759,3	555,9	942,5	851,7	1405,5

Sources : Statistiques douanières, BCEAO

Tableau 7 : Principaux produits échangés par la Guinée-Bissau (en milliards de FCFA)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
EXPORTATION FOB	61,8	25,6	40,6	40,0	58,1	51,6	61,3	57,6
Produits du cacao	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,00
Produits du café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,01
Produits du coton	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,00
Produits de l'arachide	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,00
Produits de l'anacarde	32,1	23,2	35,7	36,4	55,8	50,4	60,7	57,25
Or et métaux précieux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,00
Phosphate	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,00
Uranium	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,00
Produits pétroliers	10,0	1,1	1,2	1,3	0,7	0,0	0,0	0,00
Produits de la pêche	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,00
Produits chimiques	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,01
Huile de palme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,00
Tabacs et cigarettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,00
Animaux vivants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,00
Amande de karité et autres oléagineux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,00
Caoutchouc	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,00
Bois et ouvrages en bois	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,4	0,4	0,00
Banane	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,00
Ananas	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,00
Oignons	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,00
Ciment et Clinker	0,0	0,0	0,0	0,9	0,1	0,0	0,0	0,00
IMPORTATION CAF	53,7	71,5	81,1	79,8	86,7	66,2	63,1	88,1
Biens de consommation	24,1	26,9	33,8	32,3	38,5	30,7	28,2	40,5
dont produits alimentaires	18,7	18,1	28,0	24,0	29,8	28,9	26,0	38,4
Produits énergétiques	9,6	23,5	25,2	25,3	22,9	11,8	14,4	14,6
Biens intermédiaires	6,5	8,1	8,4	6,6	8,8	7,0	7,0	9,8
Biens d'équipement	13,6	13,0	13,8	15,5	16,4	13,1	10,5	13,8

Sources : Statistiques douanières, BCEAO

Tableau 8 : Principaux produits échangés par le Mali (en milliards de FCFA)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
EXPORTATION FOB	685,6	862,1	841,3	989,2	1132,2	1337,8	1371,6	1409,7
Produits du cacao	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits du café	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1
Produits du coton	95,3	92,4	68,8	84,4	97,8	199,0	176,8	166,7
Produits de l'arachide	0,4	1,2	0,5	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3
Produits de l'anacarde	0,1	0,2	0,2	0,5	0,1	0,9	1,3	1,5
Or et métaux précieux	515,2	645,9	668,5	782,3	798,7	880,4	928,9	917,8
Phosphate	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Uranium	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits pétroliers	3,2	12,9	8,6	14,1	26,2	8,3	24,7	30,8
Produits de la pêche	0,4	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2
Produits chimiques	2,5	11,1	15,2	18,8	36,2	87,3	81,5	101,1
Huile de palme	0,0	0,1	0,1	0,3	2,2	0,0	0,8	0,5
Tabacs et cigarettes	0,2	0,2	0,3	0,1	0,1	0,1	0,3	0,1
Animaux vivants	37,6	51,8	41,2	35,1	46,2	58,7	64,4	17,3
Amande de karité et autres oléagineux	2,3	1,4	1,8	2,7	1,9	3,5	3,4	5,1
Caoutchouc	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Bois et ouvrages en bois	0,1	0,2	0,0	0,1	0,0	0,1	0,2	6,7
Banane	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ananas	1,6	2,1	2,0	7,4	4,5	6,7	14,5	8,2
Oignons	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ciment et Clinker	0,1	0,0	0,0	0,1	0,4	0,0	0,0	0,2
IMPORTATION CAF	1042,9	1488,1	1173,8	1692,9	1581,8	1769,1	1888,1	1938,5
Biens de consommation	302,0	383,0	322,6	496,9	392,1	316,8	362,8	385,8
dont produits alimentaires	155,2	186,1	181,9	197,1	217,4	218,9	263,1	267,3
Produits énergétiques	232,6	318,0	256,7	334,5	463,5	507,7	528,4	517,6
Biens intermédiaires	244,6	400,0	328,3	408,3	392,7	425,4	434,1	404,0
Biens d'équipement	263,6	387,0	266,2	453,3	333,6	410,4	428,0	466,9

Sources : Statistiques douanières, BCEAO

Tableau 9 : Principaux produits échangés par le Niger (en milliards de FCFA)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
EXPORTATION FOB	228,5	338,6	272,6	346,1	461,9	618,0	681,7	529,7
Produits du cacao	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
Produits du café	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits du coton	4,4	5,4	6,0	6,4	7,6	8,2	8,5	7,6
Produits de l'arachide	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,3	0,0	0,0
Produits de l'anarcade	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Or et métaux précieux	27,1	17,8	22,7	36,9	43,3	45,5	26,9	13,7
Phosphate	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Uranium	136,4	198,2	195,1	228,0	304,8	338,7	302,8	241,3
Produits pétroliers	3,5	3,5	3,4	3,7	5,1	116,6	198,9	143,2
Produits de la pêche	0,1	0,2	0,2	0,1	0,4	0,4	0,6	0,5
Produits chimiques	0,5	0,4	0,4	0,4	0,3	15,7	11,7	0,7
Huile de palme	0,6	0,1	0,7	0,7	1,3	4,8	5,1	4,9
Tabacs et cigarettes	1,6	1,6	2,6	3,2	2,6	2,5	3,2	5,8
Animaux vivants	17,0	75,1	17,3	23,2	19,8	17,9	20,1	7,5
Amande de karité et autres oléagineux	0,4	0,2	0,3	0,4	0,5	0,6	0,5	0,2
Caoutchouc	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bois et ouvrages en bois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Banane	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ananas	0,2	0,1	0,1	0,3	0,5	0,5	0,4	0,3
Oignons	12,8	13,4	4,9	4,7	14,7	8,5	40,1	6,8
Ciment et Clinker	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
IMPORTATION CAF	453,4	568,7	758,1	1127,3	903,1	861,4	862,3	1075,3
Biens de consommation	189,4	254,5	245,8	272,2	263,5	300,1	306,5	298,4
dont produits alimentaires	94,9	126,7	102,1	149,2	119,6	250,4	249,6	239,5
Produits énergétiques	77,3	95,7	90,9	141,0	160,8	30,1	37,6	39,4
Biens intermédiaires	76,8	97,7	156,9	316,3	176,1	181,0	185,9	207,0
Biens d'équipement	109,9	120,7	264,5	397,8	302,8	268,3	245,7	418,7

Sources : Statistiques douanières, BCEAO

Tableau 10 : Principaux produits échangés par le Sénégal (en milliards de FCFA)

	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014
EXPORTATION FOB	757,1	926,9	890,7	1070,8	1198,6	1335,9	1345,0	1390,1
Produits du cacao	0,8	0,9	1,1	1,2	3,4	2,4	2,6	2,9
Produits du café	0,8	0,6	0,4	0,2	0,6	1,4	1,4	1,2
Produits du coton	14,7	10,9	6,7	10,4	11,5	11,0	11,7	11,3
Produits de l'arachide	39,3	9,1	20,4	32,9	47,2	20,9	33,5	29,2
Produits de l'anacarde	0,5	0,1	0,2	0,0	0,0	0,1	0,7	0,3
Or et métaux précieux	6,0	9,5	86,2	101,5	117,1	226,6	188,9	174,4
Phosphate	0,7	3,7	1,8	2,8	4,7	8,1	9,1	17,9
Uranium	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits pétroliers	142,5	309,4	207,8	252,2	176,6	184,2	230,2	227,7
Produits de la pêche	150,4	91,8	113,3	117,1	143,1	134,5	155,3	192,0
Produits chimiques	113,6	165,0	110,9	150,5	215,2	195,6	137,6	120,5
Huile de palme	0,6	0,1	0,0	1,5	0,7	1,1	1,2	1,1
Tabacs et cigarettes	22,4	35,9	41,5	43,4	47,0	44,5	63,4	65,6
Animaux vivants	0,1	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1
Amande de karité et autres oléagineux	0,3	0,5	1,3	2,5	1,3	1,7	4,8	2,1
Caoutchouc	0,0	0,0	0,0	0,1	0,5	0,0	0,0	0,1
Bois et ouvrages en bois	1,7	1,1	0,8	1,5	2,6	3,5	3,0	2,6
Banane	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ananas	2,5	2,4	2,3	1,3	2,6	3,4	4,0	4,9
Oignons	0,0	0,0	0,1	0,2	0,1	0,6	1,6	1,7
Ciment et Clinker	43,5	55,0	70,6	99,7	112,2	111,9	81,8	91,7
IMPORTATION CAF	2328,5	2908,9	2141,7	2368,0	2786,4	3289,5	3287,0	3250,7
Biens de consommation	847,7	1033,3	821,8	774,1	917,7	880,3	869,0	833,6
dont produits alimentaires	560,3	708,0	524,2	519,8	626,0	766,6	746,8	701,4
Produits énergétiques	620,2	805,9	424,5	708,0	885,2	943,7	959,4	956,2
Biens intermédiaires	384,6	454,3	355,0	373,0	398,0	562,2	502,8	508,4
Biens d'équipement	476,0	615,4	540,4	512,8	585,6	669,5	698,7	667,8

Sources : Statistiques douanières, BCEAO

Tableau 11 : Principaux produits échangés par le Togo (en milliards de FCFA)

	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014
EXPORTATION FOB	344,0	389,9	407,7	417,2	504,8	538,0	566,1	356,1
Produits du cacao	2,6	6,1	6,9	5,2	4,6	2,7	4,1	4,0
Produits du café	1,8	2,5	2,5	3,0	3,4	4,0	3,2	3,0
Produits du coton	21,1	68,0	78,8	83,2	149,1	52,7	43,9	45,9
Produits de l'arachide	0,1	0,5	0,6	0,3	2,2	0,4	0,0	0,0
Produits de l'anacarde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	1,1	2,0	0,6
Or et métaux précieux	0,0	0,8	2,2	10,8	16,5	19,4	21,7	20,7
Phosphate	15,0	0,0	38,8	11,5	20,0	48,6	0,0	8,1
Uranium	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits pétroliers	107,3	113,4	52,7	51,5	41,0	66,1	58,2	35,3
Produits de la pêche	0,1	4,6	1,8	0,5	0,5	0,3	0,2	0,2
Produits chimiques	13,9	19,7	30,5	33,8	43,2	35,8	40,1	27,1
Huile de palme	0,6	1,6	1,1	0,7	0,6	10,3	23,9	12,6
Tabacs et cigarettes	0,0	0,7	0,2	0,4	0,3	0,4	0,0	0,1
Animaux vivants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Amande de karité et autres oléagineux	0,0	0,0	0,0	0,2	1,4	1,5	3,0	2,0
Caoutchouc	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0
Bois et ouvrages en bois	0,8	0,6	0,5	0,9	1,1	0,6	0,4	0,5
Banane	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ananas	0,0	0,0	0,0	0,2	0,4	0,5	0,5	0,6
Oignons	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ciment et Clinker	98,5	42,6	56,0	58,1	57,4	72,4	82,0	14,9
IMPORTATION CAF	900,1	626,2	896,8	1070,5	1387,2	1028,1	1241,4	978,7
Biens de consommation	160,3	141,9	192,3	223,1	260,9	189,9	196,2	174,9
dont produits alimentaires	61,2	57,6	77,4	85,6	111,1	142,2	145,9	134,4
Produits énergétiques	501,6	256,4	418,9	469,8	698,8	237,4	422,6	226,5
Biens intermédiaires	155,3	122,4	169,7	192,2	245,4	280,4	281,8	227,3
Biens d'équipement	83,0	105,4	115,9	185,3	182,1	206,5	214,3	222,1

Sources : Statistiques douanières, BCEAO

Tableau 12 : Principaux produits échangés par l'UEMOA (en milliards de FCFA)

	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014
EXPORTATION FOB	6364,1	7540,6	8252,4	9333,4	10500,0	11223,3	11535,3	12272,0
Produits du cacao	1057,5	1270,4	1761,7	1890,8	1977,4	1727,4	1938,6	2295,5
Produits du café	123,2	95,1	105,4	116,8	58,8	119,9	137,8	100,9
Produits du coton	397,8	386,0	385,2	426,4	528,0	619,7	734,8	807,3
Produits de l'arachide	40,0	13,2	21,9	33,6	49,8	22,5	35,0	29,8
Produits de l'anacarde	93,0	117,5	135,3	210,7	235,0	274,5	295,9	522,3
Or et métaux précieux	570,8	766,3	1075,4	1472,0	2106,7	2304,7	2193,9	2207,4
Phosphate	15,7	3,7	40,6	14,3	24,8	56,7	9,1	26,1
Uranium	136,4	198,2	195,1	228,0	304,8	338,7	302,8	241,3
Produits pétroliers	1581,1	2243,7	1929,3	1969,8	2033,0	2415,1	2245,4	2022,7
Produits de la pêche	233,9	185,6	196,2	187,0	232,4	237,6	260,5	274,0
Produits chimiques	271,8	357,4	321,8	355,5	453,5	512,9	444,8	452,5
Huile de palme	39,4	54,9	68,3	80,5	130,7	156,4	129,3	122,6
Tabacs et cigarettes	62,2	70,6	77,4	73,8	79,7	78,5	100,1	77,8
Animaux vivants	59,5	137,4	67,2	63,6	71,4	79,3	87,1	30,8
Amande de karité et autres oléagineux	36,5	26,3	34,1	48,6	50,8	70,2	125,7	116,1
Caoutchouc	172,2	224,2	259,1	335,5	539,0	412,6	375,8	301,4
Bois et ouvrages en bois	175,6	175,3	106,5	120,2	104,1	118,8	116,0	127,2
Banane	60,5	53,2	53,1	67,1	63,2	71,2	74,7	69,2
Ananas	28,8	22,9	19,4	26,2	27,1	31,8	37,9	34,2
Oignons	12,9	13,8	5,0	6,0	15,3	9,8	42,1	9,1
Ciment et Clinker	182,1	131,1	156,4	175,6	177,3	191,3	177,7	140,0
IMPORTATION CAF	10052,2	11386,5	10692,9	12975,6	12668,5	15475,6	16579,2	16643,1
Biens de consommation	3235,9	3776,2	3524,5	4161,0	3854,5	3581,2	3725,7	4100,1
dont produits alimentaires	1762,5	2102,4	1997,9	2082,0	2295,4	3068,8	3153,8	3317,9
Produits énergétiques	3166,3	3430,5	2860,4	3826,5	4233,9	4412,6	4318,7	4237,8
Biens intermédiaires	1640,7	1985,4	1913,0	2262,8	2154,6	2938,5	2874,0	2860,7
Biens d'équipement	2009,3	2194,3	2395,0	2725,4	2425,4	3131,4	3749,7	3899,5

Sources : Statistiques douanières, BCEAO

Tableau 13 : Principaux produits échangés par le Bénin (en milliers de tonnes)

	2005	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
EXPORTATION FOB	552,4	542,8	892,2	802,0	1 080,3	939,6	676,6	936,0	1 173,1
Produits du cacao	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits du café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0
Produits du coton	163,8	106,0	112,2	90,7	81,2	63,0	73,8	158,7	186,0
Produits de l'arachide	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,5	0,0
Produits de l'anacarde	42,9	41,0	57,8	59,1	58,8	51,6	95,3	115,5	117,9
Or et métaux précieux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	0,1	0,0	0,0
Phosphate	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Uranium	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits pétroliers	3,2	31,7	365,9	209,9	60,6	56,1	0,0	36,4	108,4
Produits de la pêche	0,2	0,6	0,1	0,1	1,1	0,7	0,5	0,4	1,2
Produits chimiques	1,7	0,9	0,7	1,1	0,7	0,6	0,9	1,4	4,1
Huile de palme	0,6	5,5	7,5	26,5	5,5	1,6	1,8	4,1	0,1
Tabacs et cigarettes	1,6	2,0	0,8	0,9	0,0	0,3	0,2	0,1	0,0
Animaux vivants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Amande de karité et autres oléagineux	40,1	15,8	2,5	3,3	19,2	366,9	2,4	10,0	8,2
Caoutchouc	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bois et ouvrages en bois	20,2	16,9	13,3	22,2	26,1	72,8	163,6	107,6	44,8
Banane	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ananas	1,1	1,1	1,1	0,0	0,1	0,0	0,0	1,1	1,0
Oignons	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ciment et Clinker	131,2	38,3	0,0	0,0	0,0	0,0	16,4	38,8	282,6
IMPORTATION CAF	1 974,9	3 066,5	3 644,1	4 098,2	3 940,5	3 667,7	3 570,6	4 244,7	4 588,2
Biens de consommation	651,2	1 264,7	1 317,1	1 325,6	1 295,4	898,2	1 274,4	2 060,2	2 374,8
dont produits alimentaires	646,4	1 258,5	1 312,1	1 320,1	1 291,0	893,3	1 263,3	2 058,6	2 328,0
Produits énergétiques	276,4	474,3	1 009,5	1 287,6	1 301,3	1 190,4	548,5	390,2	557,3
Biens intermédiaires	900,9	1 066,7	1 005,5	1 173,8	1 043,3	1 353,2	1 509,8	1 461,6	1 276,9
Biens d'équipement	36,9	58,5	87,8	88,9	91,7	78,6	78,0	168,3	176,3

Sources : Statistiques douanières, BCEAO

Tableau 14 : Principaux produits échangés par le Burkina (en milliers de tonnes)

	2005	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
EXPORTATION FOB	609,1	803,4	517,0	661,0	611,6	797,3	667,3	1 067,0	1 331,4
Produits du cacao	11,5	3,7	0,9	1,3	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits du café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,1	0,3	0,5	0,4
Produits du coton	246,2	250,7	141,1	195,1	165,1	162,3	185,0	275,6	309,8
Produits de l'arachide	28,0	0,5	7,0	1,9	0,2	0,1	0,1	3,5	0,0
Produits de l'anacarde	9,0	5,1	17,3	11,7	19,7	84,1	49,6	82,5	74,3
Or et métaux précieux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Phosphate	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Uranium	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits pétroliers	33,0	156,6	69,0	122,3	50,6	99,7	70,6	104,9	126,4
Produits de la pêche	0,7	2,5	3,4	4,4	3,3	2,7	2,8	2,2	2,1
Produits chimiques	1,7	2,3	4,7	2,4	5,0	9,0	6,9	3,8	5,4
Huile de palme	0,2	0,0	0,0	0,9	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
Tabacs et cigarettes	0,6	0,6	0,5	0,4	0,4	0,4	0,2	0,0	0,0
Animaux vivants	14,8	12,4	21,1	19,3	11,1	12,5	5,5	4,7	11,5
Amande de karité et autres oléagineux	145,7	221,6	104,8	112,0	130,6	155,3	170,2	316,1	310,9
Caoutchouc	0,0	0,2	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
Bois et ouvrages en bois	17,9	13,5	3,2	0,6	0,7	0,5	2,9	2,0	0,1
Banane	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ananas	5,5	7,4	6,1	5,0	6,6	7,0	8,8	7,2	7,3
Oignons	0,1	1,7	5,4	1,0	0,1	1,3	17,2	9,1	10,5
Ciment et Clinker	1,0	0,2	2,5	37,0	10,8	0,7	0,1	0,0	0,3
IMPORTATION CAF	2 240,2	2 433,6	2 507,4	2 621,0	2 855,7	3 149,5	4 110,1	4 680,2	4 460,6
Biens de consommation	651,2	593,1	550,9	606,2	601,5	766,7	1 002,2	1 119,5	1 021,0
dont produits alimentaires	645,2	587,7	543,4	598,4	594,1	756,3	992,7	1 106,2	1 010,7
Produits énergétiques	410,9	591,5	635,3	626,0	645,8	754,5	907,6	1 044,7	1 079,9
Biens intermédiaires	1 018,5	1 042,9	1 116,6	1 161,2	1 361,7	1 333,0	1 797,0	2 050,1	1 936,3
Biens d'équipement	77,7	90,2	93,4	110,1	125,9	160,0	213,4	255,7	229,6

Sources : Statistiques douanières, BCEAO

Tableau 15 : Principaux produits échangés par la Côte d'Ivoire (en milliers de tonnes)

	2005	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
EXPORTATION FOB	8 861,8	8 896,3	9 282,2	10 528,6	9 546,3	8 525,9	10 652,4	9 260,3	9 205,4
Produits du cacao	1 306,0	1 111,0	1 124,1	1 244,5	1 118,0	1 373,9	1 350,7	1 499,7	1 553,2
Produits du café	100,4	130,3	77,0	94,0	102,9	38,8	89,6	99,4	75,9
Produits du coton	134,8	83,7	56,5	50,5	86,1	72,3	117,9	154,3	186,5
Produits de l'arachide	0,1	0,6	0,4	0,2	0,1	0,1	2,2	2,5	3,0
Produits de l'anarcade	188,5	270,3	332,8	362,7	374,5	305,2	441,2	479,0	570,6
Or et métaux précieux	0,0	0,0	0,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Phosphate	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,3	0,0	0,0
Uranium	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits pétroliers	4 560,1	4 637,7	4 992,7	6 214,6	5 299,8	4 416,1	4 493,5	3 839,0	3 514,4
Produits de la pêche	33,4	47,7	47,5	52,5	39,8	30,3	42,2	38,6	29,1
Produits chimiques	222,0	246,1	264,3	215,6	219,3	203,0	225,2	267,3	290,3
Huile de palme	122,0	89,4	96,1	191,4	201,2	254,0	277,8	240,5	246,5
Tabacs et cigarettes	2,3	2,9	3,1	2,9	2,8	3,4	4,3	5,1	8,5
Animaux vivants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,0
Amande de karité et autres oléagineux	93,7	40,2	50,8	13,8	43,8	34,8	98,5	130,1	132,8
Caoutchouc	158,4	185,5	203,1	221,3	242,1	234,5	268,9	316,1	364,6
Bois et ouvrages en bois	575,2	537,1	539,1	381,0	435,1	359,3	438,6	497,5	430,5
Banane	234,5	290,8	264,3	257,0	335,6	320,1	369,4	354,8	326,1
Ananas	143,3	113,4	82,2	68,2	67,9	75,8	78,2	66,7	64,1
Oignons	0,1	0,0	0,1	0,2	4,4	1,6	1,5	2,3	2,1
Ciment et Clinker	449,7	468,8	360,0	283,4	188,8	98,9	78,4	101,5	194,0
IMPORTATION CAF	9 199,55	9 784,78	8 873,37	9 950,96	10 137,00	8 156,82	11 402,38	11 773,71	11 654,52
Biens de consommation	1 737,9	1 749,4	1 743,1	2 412,3	2 242,9	2 186,9	2 850,3	2 372,9	2 546,6
dont produits alimentaires	1 728,2	1 738,2	1 730,3	2 396,3	2 228,5	2 170,5	2 827,1	2 354,5	2 526,3
Produits énergétiques	5 197,8	5 106,3	4 020,3	4 440,0	4 446,2	3 173,5	4 482,2	4 360,6	4 126,8
Biens intermédiaires	1 931,9	2 507,0	2 631,3	2 511,0	2 840,2	2 339,8	3 234,4	4 070,5	4 148,7
Biens d'équipement	119,4	162,0	174,6	201,3	207,8	158,1	391,2	512,1	346,4

Sources : Statistiques douanières, BCEAO

Tableau 16 : Principaux produits échangés par la Guinée-Bissau (en milliers de tonnes)

	2005	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
EXPORTATION FOB	216,9	185,0	157,3	134,8	216,7	174,4	127,2	152,7	139,1
Produits du cacao	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits du café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits du coton	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits de l'arachide	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0
Produits de l'anarcade	98,2	105,2	90,6	124,4	113,3	157,7	116,2	139,6	138,2
Or et métaux précieux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Phosphate	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Uranium	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits pétroliers	2,4	31,5	2,5	3,3	3,0	1,7	0,0	0,0	0,0
Produits de la pêche	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits chimiques	0,0	0,1	0,0	0,1	0,2	0,7	0,0	0,0	0,0
Huile de palme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
Tabacs et cigarettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Animaux vivants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Amande de karité et autres oléagineux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,4	0,1	0,0
Caoutchouc	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bois et ouvrages en bois	0,6	0,7	59,1	3,1	3,6	3,8	5,2	10,0	0,0
Banane	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ananas	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Oignons	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ciment et Clinker	0,2	0,8	0,0	0,0	16,5	3,0	0,0	0,0	0,0
IMPORTATION CAF	255,35	234,76	784,52	340,45	342,70	395,49	252,69	250,69	324,12
Biens de consommation	127,7	129,3	249,6	191,4	176,5	214,3	136,0	126,4	166,0
dont produits alimentaires	127,1	128,8	249,1	190,5	175,1	200,5	135,1	125,5	165,1
Produits énergétiques	61,5	34,9	56,0	72,1	82,6	51,7	24,0	31,1	40,0
Biens intermédiaires	48,5	52,2	457,6	59,0	58,0	94,1	71,8	69,8	93,1
Biens d'équipement	7,4	8,7	10,1	7,7	12,9	19,8	10,8	12,2	10,1

Sources : Statistiques douanières, BCEAO

Tableau 17 : Principaux produits échangés par le Mali (en milliers de tonnes)

	2005	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
EXPORTATION FOB	416,0	320,6	396,0	332,1	405,4	852,7	832,7	3 345,1	647,2
Produits du cacao	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits du café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	2,6	1,5	0,0	0,3
Produits du coton	260,8	151,4	143,3	95,0	118,3	125,9	157,6	187,6	180,2
Produits de l'arachide	0,2	1,6	3,4	1,8	3,1	4,0	3,8	2,7	4,4
Produits de l'anacarde	1,8	3,0	3,5	4,2	5,1	10,6	9,6	21,9	17,6
Or et métaux précieux	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1
Phosphate	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
Uranium	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits pétroliers	15,6	8,9	27,1	22,6	35,8	50,8	15,7	43,5	49,3
Produits de la pêche	0,4	0,6	0,5	0,5	0,3	0,9	0,2	0,8	1,0
Produits chimiques	1,5	4,6	29,7	43,9	54,9	261,7	273,1	269,8	213,0
Huile de palme	2,8	0,1	0,0	0,4	0,2	5,4	0,0	2,3	1,4
Tabacs et cigarettes	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Animaux vivants	39,0	30,5	70,7	50,6	39,7	52,1	63,9	2 417,5	15,8
Amande de karité et autres oléagineux	26,4	36,1	21,3	9,7	11,1	15,7	9,4	39,7	28,1
Caoutchouc	0,0	0,6	0,7	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,5
Bois et ouvrages en bois	0,1	0,9	4,0	0,2	0,4	0,7	0,6	3,7	16,7
Banane	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ananas	3,1	6,6	8,6	5,8	13,9	20,2	22,6	25,8	27,3
Oignons	0,0	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Ciment et Clinker	0,0	1,4	0,0	0,0	0,8	3,2	0,2	0,1	4,2
IMPORTATION CAF	2688	2810,25	4236,34	3902,86	3919,24	4419,04	4703,18	5322,88	5187,07
Biens de consommation	683,7	588,1	621,7	813,8	854,0	899,9	1 128,8	1 157,9	1 215,5
dont produits alimentaires	679,1	580,5	612,1	806,5	845,1	892,4	1 118,2	1 144,8	1 200,6
Produits énergétiques	609,6	670,8	672,5	761,7	801,9	912,9	929,6	1 445,9	1 169,0
Biens intermédiaires	1 234,0	1 352,7	2 685,0	1 940,0	1 989,7	2 311,1	2 306,8	2 360,5	2 352,2
Biens d'équipement	90,4	104,7	140,4	132,5	154,4	165,0	197,4	191,9	227,9

Sources : Statistiques douanières, BCEAO

Tableau 18 : Principaux produits échangés par le Niger (en milliers de tonnes)

	2005	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
EXPORTATION FOB	208,1	279,3	250,6	213,7	280,6	250,7	512,4	647,1	542,1
Produits du cacao	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
Produits du café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0
Produits du coton	1,2	0,4	0,7	0,6	0,5	0,5	1,2	0,8	0,6
Produits de l'arachide	1,9	0,1	0,4	0,3	0,2	0,4	1,0	0,0	0,0
Produits de l'anacarde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Or et métaux précieux	0,0	0,0	0,0	0,0	1,9	1,8	1,7	1,2	0,0
Phosphate	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Uranium	8,7	3,4	3,1	3,2	3,9	4,2	4,6	4,4	4,1
Produits pétroliers	10,5	10,4	11,1	7,4	9,7	10,2	220,7	396,7	299,3
Produits de la pêche	2,3	0,3	0,6	0,4	0,4	0,8	0,8	1,3	1,4
Produits chimiques	2,5	1,7	1,6	9,0	3,3	1,0	1,6	1,1	1,7
Huile de palme	0,3	2,3	0,6	2,3	3,1	3,4	6,0	7,9	9,0
Tabacs et cigarettes	0,9	0,9	1,0	1,3	1,7	1,4	1,3	1,9	3,2
Animaux vivants	36,5	37,4	59,7	63,0	101,3	50,2	47,5	22,8	18,3
Amande de karité et autres oléagineux	2,8	1,9	1,0	1,3	4,9	2,4	3,7	2,7	1,2
Caoutchouc	0,0	0,5	0,2	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Bois et ouvrages en bois	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
Banane	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ananas	0,4	1,8	1,3	1,8	3,4	5,4	5,9	4,3	3,5
Oignons	79,6	62,2	75,4	48,5	48,6	43,3	85,7	94,5	69,7
Ciment et Clinker	1,1	0,3	0,0	0,0	0,0	1,2	0,0	0,1	0,0
IMPORTATION CAF	1 208,16	1 388,59	1 273,08	1 429,63	1 826,77	1 561,83	1 798,45	1 838,34	2 006,33
Biens de consommation	596,4	463,8	502,3	478,5	607,6	507,1	876,2	865,2	885,1
dont produits alimentaires	593,0	458,9	496,9	471,9	599,3	498,5	865,8	856,1	874,4
Produits énergétiques	152,2	228,4	182,3	229,2	298,4	273,6	35,4	51,6	54,3
Biens intermédiaires	365,2	442,8	450,6	525,7	573,3	585,7	623,3	708,3	819,1
Biens d'équipement	31,3	39,8	48,8	96,2	191,9	80,5	121,9	72,5	100,5

Sources : Statistiques douanières, BCEAO

Tableau 19 : Principaux produits échangés par le Sénégal (en milliers de tonnes)

	2 005	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014
EXPORTATION FOB	2 907,8	3 074,0	3 329,1	3 369,9	4 253,2	4 519,3	4 794,7	4 322,1	4 848,7
Produits du cacao	0,3	1,2	1,2	1,5	1,5	5,6	3,1	2,7	3,2
Produits du café	0,3	0,2	0,1	0,0	0,1	0,1	0,2	0,2	0,1
Produits du coton	17,2	21,8	14,2	9,0	12,6	13,7	10,4	13,0	13,1
Produits de l'arachide	37,5	134,7	20,2	46,0	82,6	109,3	37,0	63,8	61,3
Produits de l'anacarde	1,4	2,5	0,1	1,0	0,1	0,0	0,3	1,9	1,0
Or et métaux précieux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Phosphate	10,4	15,0	164,9	43,8	65,3	118,5	208,1	287,5	535,5
Uranium	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits pétroliers	507,9	448,3	746,5	642,5	722,6	360,0	345,7	498,3	486,1
Produits de la pêche	121,5	115,0	79,0	94,9	91,3	110,8	107,9	188,8	149,1
Produits chimiques	639,3	374,3	357,2	336,9	370,4	461,9	429,4	351,6	287,4
Huile de palme	0,5	1,5	0,3	0,0	2,9	1,1	2,0	2,4	1,9
Tabacs et cigarettes	2,3	4,9	7,0	7,4	6,1	6,5	6,0	8,1	8,0
Animaux vivants	0,1	0,0	0,3	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Amande de karité et autres oléagineux	0,3	3,1	1,4	3,3	6,7	3,4	4,8	17,5	5,2
Caoutchouc	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2	0,0	0,1	0,1
Bois et ouvrages en bois	1,8	3,8	2,3	2,9	2,8	4,3	6,5	5,9	7,8
Banane	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ananas	4,3	8,9	6,9	6,7	4,2	6,8	8,3	10,6	14,1
Oignons	0,2	0,1	0,3	0,3	0,2	0,7	0,9	2,6	4,3
Ciment et Clinker	698,6	849,2	935,2	1 187,7	1 788,7	2 150,2	2 380,2	1 804,0	2 143,0
IMPORTATION CAF	6369,05	6966,13	6626,92	5724,35	6573,71	5805,88	7064,28	6870,51	7766,93
Biens de consommation	2 387,5	2 258,5	2 328,6	1 963,1	1 924,6	2 082,8	2 562,6	2 621,5	3 169,1
dont produits alimentaires	2 377,8	2 246,5	2 314,6	1 950,8	1 915,2	2 072,1	2 548,1	2 605,0	3 152,4
Produits énergétiques	1 927,2	2 423,3	2 310,7	1 974,6	2 457,1	2 451,6	2 419,0	2 527,8	2 750,5
Biens intermédiaires	1 766,8	1 928,7	1 564,1	1 391,5	1 839,7	919,2	1 635,6	1 241,7	1 357,3
Biens d'équipement	102,6	142,6	179,9	165,3	159,5	168,4	194,6	205,8	218,2

Sources : Statistiques douanières, BCEAO

Tableau 20 : Principaux produits échangés par le Togo (en milliers de tonnes)

	2 005	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014
EXPORTATION FOB	3 077,9	4 945,1	1 740,4	2 655,3	2 435,4	2 084,2	2 333,9	3 497,6	1 286,1
Produits du cacao	29,8	4,3	25,6	43,9	22,9	26,1	3,2	13,3	20,3
Produits du café	6,7	3,5	4,4	4,8	10,6	12,0	4,0	4,6	7,5
Produits du coton	29,1	23,9	93,1	110,6	105,6	144,8	35,0	34,7	33,6
Produits de l'arachide	0,1	0,8	1,8	4,4	2,5	23,2	2,7	0,1	0,0
Produits de l'anacarde	0,1	0,1	1,3	0,1	2,2	6,1	2,0	13,9	7,7
Or et métaux précieux	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,3	0,7	0,0	0,0
Phosphate	1 020,0	764,7	0,0	607,0	510,8	114,7	90,4	0,0	184,0
Uranium	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits pétroliers	128,3	342,0	309,4	217,2	186,0	130,7	210,5	149,4	97,5
Produits de la pêche	6,1	0,3	14,7	5,3	1,2	1,1	0,7	0,2	0,5
Produits chimiques	8,4	24,3	40,9	57,9	80,5	86,8	54,0	63,7	31,3
Huile de palme	8,7	2,3	6,7	8,7	3,9	3,0	31,0	69,5	51,3
Tabacs et cigarettes	0,0	0,0	0,4	0,1	0,2	0,1	0,1	0,0	0,0
Animaux vivants	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Amande de karité et autres oléagineux	16,3	0,0	2,7	0,3	3,6	9,5	15,1	30,9	21,3
Caoutchouc	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
Bois et ouvrages en bois	10,9	6,5	5,0	5,7	1,8	3,3	2,1	7,6	236,3
Banane	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Ananas	0,0	0,1	0,1	0,0	0,2	0,4	0,6	0,9	1,0
Oignons	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Ciment et Clinker	1 547,4	3 400,2	840,8	1 126,5	1 173,2	1 138,2	1 474,0	1 630,4	257,9
IMPORTATION CAF	3586,65	4189,23	2674,37	3921,93	3893,9	4060,81	3698,3	4238,45	3595,52
Biens de consommation	415,8	408,1	363,2	418,3	413,4	535,3	642,2	685,6	964,5
dont produits alimentaires	412,2	402,9	358,0	412,8	407,4	529,3	635,2	678,0	957,2
Produits énergétiques	1 760,4	1 552,6	858,5	1 572,8	1 532,8	1 650,0	629,2	1 025,8	724,1
Biens intermédiaires	1 221,4	1 985,6	1 216,2	1 659,3	1 690,3	1 534,9	2 078,8	2 124,9	1 514,2
Biens d'équipement	69,8	86,5	84,5	82,6	91,6	121,4	125,9	150,9	140,7

Sources : Statistiques douanières, BCEAO

Tableau 21 : Principaux produits échangés par l'UEMOA (en milliers de tonnes)

	2 005	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014
EXPORTATION FOB	16 850,0	19 046,4	16 565,0	18 697,5	18 829,5	18 144,0	20 597,2	23 228,1	19 173,0
Produits du cacao	1 347,6	1 120,2	1 151,7	1 291,2	1 143,0	1 405,6	1 357,1	1 515,6	1 576,8
Produits du café	107,4	134,0	81,5	98,9	114,0	53,7	95,5	104,8	84,4
Produits du coton	853,1	637,9	561,1	551,5	569,4	582,5	580,8	824,6	909,8
Produits de l'arachide	67,6	138,3	33,3	54,5	88,7	137,1	47,1	73,4	68,8
Produits de l'anacarde	341,8	427,0	503,4	563,2	573,6	615,4	714,1	854,4	927,3
Or et métaux précieux	0,1	0,1	1,1	0,2	2,4	2,2	2,6	1,3	0,2
Phosphate	1 030,4	779,7	164,9	650,8	576,1	233,2	298,9	287,5	719,6
Uranium	8,7	3,4	3,1	3,2	3,9	4,2	4,6	4,4	4,1
Produits pétroliers	5 260,9	5 667,1	6 524,2	7 439,8	6 368,1	5 125,4	5 356,7	5 068,2	4 681,4
Produits de la pêche	164,6	167,1	145,7	158,2	137,4	147,3	155,1	232,2	184,3
Produits chimiques	877,2	654,3	699,2	667,0	734,3	1 024,8	991,1	958,7	833,4
Huile de palme	135,0	101,1	111,3	230,2	216,7	268,5	318,7	326,8	310,2
Tabacs et cigarettes	7,8	11,3	12,8	13,1	11,3	12,1	12,2	15,3	19,7
Animaux vivants	90,3	80,4	151,8	132,9	154,2	114,8	116,9	2 445,4	45,5
Amande de karité et autres oléagineux	325,4	318,6	184,6	143,8	219,9	588,0	305,7	547,2	507,6
Caoutchouc	158,4	186,7	204,1	221,6	242,4	234,9	269,0	316,3	365,3
Bois et ouvrages en bois	626,7	579,4	626,0	415,7	470,6	444,7	619,6	634,3	736,2
Banane	234,5	290,8	264,4	257,1	335,6	320,1	369,4	354,8	326,3
Ananas	157,8	139,4	106,2	87,5	96,4	115,7	124,5	116,5	118,3
Oignons	80,0	64,2	81,4	49,9	53,3	47,0	105,3	108,4	86,6
Ciment et Clinker	2 829,1	4 759,2	2 138,5	2 634,7	3 178,9	3 395,3	3 949,2	3 574,9	2 882,1
IMPORTATION CAF	27 521,9	30 873,8	30 620,1	31 989,4	33 489,5	31 217,1	36 600,0	39 219,5	39 583,2
Biens de consommation	7 251,4	7 455,0	7 676,6	8 209,1	8 115,7	8 091,1	10 472,7	11 009,3	12 342,6
dont produits alimentaires	7 209,1	7 402,0	7 616,5	8 147,4	8 055,8	8 013,0	10 385,5	10 928,8	12 214,6
Produits énergétiques	10 396,1	11 082,1	9 745,2	10 964,2	11 565,9	10 458,1	9 975,5	10 877,7	10 501,8
Biens intermédiaires	8 487,3	10 378,6	11 126,9	10 421,6	11 396,0	10 471,0	13 257,5	14 087,4	13 497,7
Biens d'équipement	535,4	693,0	819,5	884,6	1 035,6	951,8	1 333,3	1 569,4	1 449,6

Sources : Statistiques douanières, BCEAO



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int